

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Le capitalisme, c'est la misère et c'est la mort

Au commencement de chaque année se pose l'éternelle question : que sera l'année nouvelle ?

La nature humaine est armée d'un optimisme à toute épreuve, et l'on espère toujours que l'année qui commence sera meilleure que celle qui vient de s'écouler.

Nous ne voulons pas jouer les Cassandres, pourtant, l'horizon nous apparaît terriblement sombre.

Les « fêtes » du nouvel an se sont déroulées pour la classe ouvrière sur le plan de la bataille sociale la plus violente.

Les chemins de fer, le métro, les autobus dont les magnats refusaient la semaine dernière aux travailleurs leurs justes revendications augmentaient leurs tarifs. Les vieux sénateurs — le Sénat républicain, cher aux communistes — abrogeaient les 10 % de réduction des loyers et prévoyaient de nouvelles augmentations.

La répercussion de cette hausse générale ne va pas tarder à se faire sentir sur tous les produits de première nécessité.

Le pain, le lait, le bifeck vont accélérer leur course ascendante. Une fois de plus les salariés se trouveront lésés. De nouveau, puisque les salaires ne sont pas protégés par l'échelle mobile, ils seront dans l'obligation de rentrer en lutte. La guerre sociale va s'accentuer. Et toutes les mesures annoncées par ces messieurs du Front Populaire ne pourront rien empêcher.

L'antagonisme des classes, produit de la société capitaliste, est là brutal. La société s'effondre, le malaise des affaires, exception faite de celles qui travaillent pour la guerre, se continue. Le chômage reprend et s'aggrave. Les capitalistes ne veulent pas faire les frais de la crise, ils entendent maintenir, voire même augmenter leurs bénéfices. Pour cela il faut tenter d'abaisser les prix de revient, c'est-à-dire augmenter le rendement de la production et diminuer les salaires.

Les grèves de juin ont mis fin à la politique de déflation, les travailleurs ont pris conscience de leurs forces, ils n'accepteront jamais qu'en touchant à leurs conditions de vie, on les réduise à la misère. Le capitalisme n'a donc pas d'autres ressources que de chercher à maintenir ses bénéfices par la hausse des prix.

Placé devant ce fait, il faut prendre nettement parti pour une des deux fractions qui se dressent face à face. La situation est révolutionnaire, et dans les situations révolutionnaires, il n'y a pas place pour des positions intermédiaires.

Pour tenter de rétablir un juste équilibre, Chantemps peut à la Chambre, condamner l'égoïsme patronal... après avoir brisé les luttes ouvrières. Il peut tenter d'éviter les conflits en les arbitrant, il n'empêchera pas l'anarchisme de surgir et d'aller s'aggraver, à mesure que la crise économique s'accentuera. Et l'on peut sourire lorsque Bertrand de Jouvenel, ce domestique doriotiste, indique comme moyen de sortir de l'impasse, de travailler davantage. (Comme on voit que cela n'a pas dû lui arriver souvent), c'est-à-dire supprimer la semaine de quarante heures, les congés payés, les conquêtes de juin. Cet imbécile prétentieux exprime là, tout le secret désir de la haute finance et du gros capitalisme, pour l'obtenir ces derniers sont prêts à employer les méthodes hitlériennes et mussolinianes. Voilà donc les douces perspectives qui s'ouvrent pour l'an 38 : un régime qui s'écoule au milieu des luttes qu'il a engendrées.

Batailles de classe à l'intérieur, menaces de

guerre à l'extérieur. Les régimes de dictature se débattent intérieurement dans des difficultés économiques encore plus graves que les régimes démocratiques. Tard venus, ils n'ont plus d'autres possibilités d'échapper à la ruine totale que

de se faire par la force, une place dans les chasses gardées des impérialismes démocratiques. La guerre est l'ultime solution du capitalisme, mais cette solution ne doit pas être celle du prolétariat.

DU côté de l'Espagne les yeux des travailleurs doivent se tourner, là où la classe ouvrière est en lutte les armes à la main, pour construire un monde où il n'y aura plus personne qui aura faim, qui aura froid, où il n'y aura plus de guerre, où les rivalités de classe, les rivalités impérialistes disparaîtront, où l'internationalisme prolétarien triomphera sur la terre.

Ce monde c'est le communisme libertaire.

PRENDRE DATE

TOUS LES LECTEURS DU « LIBERTAIRE » SERONT LE 21 JANVIER AU GRAND MEETING ORGANISÉ A LA MUTUALITÉ PAR L'UNION ANARCHISTE.

DISCIPLINE ET ANARCHIE

Le sujet est immense. On ne sait, en l'abordant, jusqu'où son examen peut nous entraîner. J'essaierai de me maintenir dans le cadre qu'imposent les dimensions d'un article, et si je n'y parviens pas, que le lecteur m'en excuse.

J'ai lu plusieurs fois, dans les journaux anarchistes d'Espagne, des considérations à propos de la discipline. Celle-ci a devenue à la mode chez certains de nos camarades d'au-delà des Pyrénées. Cipriano Mera, l'ardent initiateur du syndicat du Bâtiment à Madrid, aujourd'hui commandant d'une brigade renommée, déclarait que la pratique lui faisait rectifier quelques interprétations théoriques. Nombre de camarades espagnols en ont dit autant. La guerre moderne qu'ils sont forcés de faire a ses exigences. Contre des corps d'armée, des régiments, des bataillons, avec une technique de tuerie élevée à la perfection, les guerillas, les milices improvisées des premiers mois se sont révélées insuffisantes. Le moment vint où il fallut coordonner plus étroitement les forces, avoir une vision d'ensemble de la lutte, embrasser d'immenses champs de bataille, ce qui centralisait la direction du combat et de la vie militaire, en des sommets toujours distants, et détruisait l'initiative personnelle, la libre action de la bataille.

Malheureusement, des camarades qui constataient cette évolution et en tireraient les conséquences pratiques dictées par le bon sens, croyaient quelquefois nécessaire d'en dégager aussi des conclusions d'ensemble plus ou moins générales, « Moi qui comme anarchiste, avais toujours combattu la discipline, je dois reconnaître, devant les faits, qu'elle est nécessaire », disent-ils en synthèse. Et ils sont convaincus qu'en faisant cette affirmation ils rectifient en partie le contenu de nos idées.

Cette rectification n'est apparente que pour ceux qui n'ont jamais pénétré les théories anarchistes et qui, en outre, confondent les faits et les situations. Pour la guerre, la discipline est nécessaire. Il faut avancer, reculer, se battre, interrompre la bataille, aller, venir, d'après ce qu'ordonne le commandement.

La technique militaire n'est pas un vain mot. La guerre disent les spécialistes du carnage, est une science et un art. On ne doit pas, sous prétexte de liberté, se lancer à l'assaut de positions qui n'ont pas été bom-

bardées et affaiblies par l'artillerie. On ne doit pas attaquer comme des cohortes dont les unes ne savent pas ce que font les autres. On ne doit pas avancer sur un point sans être appuyé sur les flancs, sans que l'ennemi retranché près de ce point ne soit bloqué par d'autres forces. On ne doit pas envoyer l'aviation bombardier et mitrailler au hasard, sous peine de confondre les lignes qu'elle survole.

Et on ne doit pas pour éviter des pertes terribles, pour protéger la vie des nôtres, pour empêcher l'avance de l'ennemi, la prise de nos positions, de villages, de villes, et enfin la déroute finale et le massacre de la population que les troupes protègent.

Il ressort de cela que l'initiative individuelle, la libre action de base sont impossibles. L'organisation des forces armées et de la lutte se centralise.

C'est la réalité. Pourtant, cette réalité ne contredit pas nos théories.

Elle ne les contredit pas pour cette raison bien simple, que l'anarchie est une conception de la vie civile, non de la vie militaire, de l'existence normale des peuples, non des époques guerrières. Le plus bel éloge qu'on puisse en faire, c'est précisément qu'elle est inadéquate pour la guerre. La plus dure condamnation des concepts autoritaires, c'est justement qu'ils s'adaptent très bien à ces pratiques de barbarie douloureuse, à l'organisation de cette cruauté sans nom qui consiste à manier des centaines de milliers, des millions d'hommes pour en faire exterminer méthodiquement d'autres.

Si l'anarchie et la guerre étaient compatibles, il cesserait immédiatement d'être anarchiste.

MAX STEPHEN.

(Voir la suite en 6^e page.)

Vœux stériles

Si les vœux suffisaient à faire régner la paix, nul doute que ceux qui furent échangés dans le monde entier ne dusSENT être accueillis avec ferveur. On a lu, en particulier, les déclarations, si pleines de bonne volonté, de l'ambassadeur François-Poncet parlant à Berlin. Mais M. Hitler, M. le Nonce Apostolique ou même M. Albert Lebrun ne furent sans doute pas moins touchants. Le thème scolaire et académique des bienfaits de la paix et, corollairement, des horreurs de la guerre inspira donc de nombreuses harangues qui, toutes, pourraient se résumer ainsi... La France, ou l'Allemagne, ou l'Italie veulent la paix. Et il faut croire ces pieuses assurances. Le malheur veut seulement qu'en voulant la paix les gouvernements songent à la guerre et s'y préparent avec une hâte fiévreuse. Qu'est-ce à dire, sinon que ces gouvernements se trouvent conduits par la force des choses, et non point en vertu de leur malfaïance délibérée, à considérer la guerre comme une nécessité qui les dépasse ? La force des choses... c'est-à-dire la structure capitaliste du monde et les appétits impérialistes qui en découlent.

Cette critique fondamentale du régime est plus que jamais nécessaire dans ce moment, où d'aucuns s'ingénient à substituer à ces fortes réalités le schéma trompeur d'une lutte idéologique entre les démocraties et les dictatures. Selon ces bons apôtres, celles-ci constituent un danger permanent de guerre. Et à ce danger, il conviendrait d'opposer la force, à tout le moins la menace de la force. Mais la solidarité n'est pas moins nécessaire que la puissance des armes entre ceux qui ne veulent point que le triangle Berlin, Rome, Tokyo ne devienne une conjonction trop puissante. L'axe Londres-Paris, voire le triangle avec Moscou ou New-York répondrait symétriquement à l'alliance des gouvernements fascistes.

Toute cette géométrie ne nous dit rien qui vaille, précisément parce qu'elle repose sur la conception d'une Europe pacifique par opposition à une Europe belliqueuse, d'une Europe contrainte à la défensive, mais dont la conscience est bonne, à une Europe se préparant à plonger délibérément le monde dans les pires aventures guerrières. Nous avons déjà fait justice de cette hypocrisie qui représente les démocraties résolument et sincèrement pacifiques. Nous avons montré, au contraire, qu'elles sont capables de supporter une guerre avec beaucoup moins de risques que les dictatures, et donc qu'elles peuvent l'envisager avec beaucoup plus de sang-froid. En dépit de M. Buré, dont le journal se trouve si avantageusement commenté par tous les organes de Front populaire parce qu'il a depuis longtemps, pour sa part, déclaré la guerre à l'Allemagne, nous continuons à considérer cette conclusion comme inattaquable.

Rien n'est plus intéressant, à cet égard, que de considérer comment s'orientent concrètement la politique des Etats qui gravitent encore autour des deux constellations principales sans avoir eu le temps de s'associer définitivement à l'un ou

l'autre système. Qu'on examine le jeu des Stoyadnovitch, des Beck ou, plus récemment, des Goga. Dira-t-on qu'il s'inspire de préférences idéologiques ? En apparence, oui. Mais en fait, les conditions de la politique extérieure de la Pologne, de la Yougoslavie, voire de la Roumanie, seront — en dépit des télégrammes de congratulations déterminées exclusivement par les intérêts nationaux, entendent les intérêts de l'impérialisme. Le reste n'est que poudre aux yeux, bluff plus ou moins conscient de part et d'autre. Un emprunt consenti, une fourniture d'armes, un accroissement de puissance amèneront de soudaines conversions. Plaisantes convictions qu'un déplacement de force soudain désorientera. Que Mussolini aurait tort, par exemple, de se laisser prendre aux lourdes flatteries de M. Goga, comme au président du Conseil roumain. Le compliment est intéressé et pourrait bien, demain, changer d'adresse. C'est Saint-Brice qui a raison quand il écrit dans le Journal que M. Goga est avant tout un patriote ». On sait ce que cela veut dire... Hé oui ! patriote, comme le sont, en France, MM. Blum et Chautemps, qui consentiraient demain à s'allier avec le diable contre la garantie de l'Empire colonial français.

Concluons. L'Europe, malgré toutes les horreurs et les adjurations, ne peut trouver son assise. En face d'une Asie à la veille, peut-être, d'une formidable révolution unificatrice, elle est vouée aux divisions, aux querelles et à la guerre. Après avoir créé une civilisation matérielle aux traits originaux, elle est incapable de s'unir en face du nouveau « péril jaune ». Elle ne peut donner que le spectacle de son impuissance. Elle est, pour reprendre l'image saisissante de Marx et parce qu'elle est une Europe capitaliste — et non point fasciste ou démocratique — son propre fossoyeur.

LASHORTES.

L'infamie stalinienne

Le drame de la rue de la Fidélité a été provoqué par les calomnies des dirigeants communistes

Il va falloir ajouter une infamie de plus à la liste déjà longue de celles commises par les staliniens. Il s'agit de l'attitude odieuse adoptée par les dirigeants communistes à la suite du drame lamentable de la rue de la Fidélité où le secrétaire du Comité d'aide à l'Espagne républicaine fut abattu par un de nos camarades espagnols Víctor Martinez Rodriguez — que se suicida immédiatement après.

Devant ces deux morts, qui plongent des proches, des amis, des parents dans la douleur, une seule attitude s'impose : se taire.

Cette double mort eut dû déclencher le silence aux organes infidèles à Staline. Quand un meurtrier se suicide immédiatement après son geste, c'est que de tragiques raisons ont armé son bras. Il est odieux de vouloir rechercher dans les mobiles du meurtrier des influences extérieures.

C'est pourtant ce que veulent faire les gens de l'Humanité, de Ce Soir et tous les porte-plume gagés par Staline.

Le Parti communiste veut transformer Diaz en martyr et une manœuvre est tentée pour faire de ses obsèques prévues pour samedi prochain une manifestation « populaire ». Nous devons dénoncer cette odieuse exploitation d'un drame lamentable et en percer les véritables mobiles.

ÇA DEVAIT ARRIVER

L'opinion unanime de tous les camarades français ou espagnols non infidèles aux staliniens qui sont passés par la rue de Paradis, où siège le Comité d'aide à l'Espagne, c'est que le déplorable événement devait un jour ou l'autre se produire.

Il devait se produire car ce n'est pas impunément qu'on peut avec des Espagnols faire régner l'arbitraire politique le plus total, injurier, calomnier, dénoncer et même persécuter les camarades qui ne veulent pas applaudir au stalinisme intégral.

Il est profondément regrettable que Diaz ait trouvé la mort. Nous sommes encore plus navrés que notre camarade Martinez se soit suicidé. Mais ce double meurtre ne serait pas produit si Diaz et ses amis n'avaient pas transformé leur Comité en

Le capitalisme d'État point de jonction du fascisme et du stalinisme

Les Etats dans lesquels s'exerce une dictature — politique et économique — les Etats totalitaires sont actuellement l'objet de nombreux articles dans la presse française. Un ensemble de faits importants : guerres d'Abyssinie, d'Espagne, de Chine, constitution de l'axe Rome-Berlin, revendications coloniales du Reich, difficultés économiques rencontrées par l'Allemagne et l'Italie — événements tous plus ou moins en relation avec le risque d'une guerre entre deux blocs d'Etats — détermina cet accroissement d'un besoin d'information sur les puissances fascisées.

Si l'on considère, en ce moment propice, les articles parus dans la presse de gauche, dans la presse de Front populaire, on remarquera que les termes : Etat totalitaire et Etat fasciste ne sont nullement employés comme des dénominations de sens identique. L'U. R. S. S. qui est, de temps à autre, regardée en tant qu'Etat totalitaire — et les élections au Conseil suprême ne modifient point une telle façon de voir — n'est évidemment pas, ne peut pas être présentée comme un Etat fasciste. Le maintien du Front populaire a de ces nécessités... Cette constatation nous amène à penser, plus précisément à nous souvenir, que les radicaux et le plus grand nombre des socialistes, bien loin de classer l'U. R. S. S. parmi les nations en proie au fascisme, la considèrent, au contraire, comme un Etat antifasciste.

Quels sont donc les caractéristiques du

Grande Fête de la S.I.A. 15 JANVIER

LE SAMEDI

dont nous donnerons le programme complet la semaine prochaine. D'ores et déjà nous pouvons assurer aux camarades qu'ils passeront une soirée des plus agréables en même temps qu'ils accompliront un acte de solidarité au profit de L'ESPAGNE ANTIFASCISTE.

IL Y AURA...

DU CHANT, DE LA MUSIQUE, DE LA DANSE de la COMÉDIE, de la POÉSIE

Notre colonie enfantine de LLENSA

déleguera 7 petits garçons et filles pour vous remercier d'avoir adopté les 200 orphelins espagnols

(Voir la suite en 6^e page.)

officine de répression stalinienne et de défaillance.

« Hors de chez nous les tueurs du fascisme cosmopolite ! » hurle l'*Humanité*.

Taisez-vous, larbins, car vous mentez et vous savez que vous mentez !

La personnalité de Diaz

Mais d'abord qui était Diaz ? Apparenté à l'anarchophobe José Diaz, secrétaire du P. C. d'Espagne, Virgilio Diaz voulait une animadversion morbide à tout ce qui n'était pas stalinien. Nous pourrions, si besoin en était, accumuler les témoignages de sa partialité. Pour l'instant, restant sur le terrain du drame, nous rappelons que son injure la plus courante c'était de qualifier de « traitres » les militaires qui, revenus d'Espagne, ne pensaient point comme lui et le disaient. C'est uniquement sur cette injure que l'*Humanité* monte tout son roman d'agent du fascisme. Martinez était un « traitre », Virgilio Diaz le disait. Donc Martinez était un agent de Franco ! Nous verrons par ailleurs à quoi les staliniens veulent aboutir avec ce « rai-sonnement » !

Ce qu'était Martinez Rodriguez

Martinez Rodriguez était un de ces incommodes Espagnols antifascistes qui, dès le 19 juillet, se précipitèrent en Espagne pour combattre le fascisme et travailler à l'instauration d'un nouveau régime. Martinez entra dans la colonie Tierra y Libertad, organisée sous le contrôle de la F.A.I., et y resta jusqu'en octobre 1936. A cette époque malade gravement, il fut réformé et reçut l'autorisation de venir en France. (On trouvera plus loin les preuves détaillées de sa situation officielle dans un communiqué que nous adressent nos camarades de la Courneuve qui connaissent personnellement Martinez).

Rapidement il fut en butte à l'hostilité de Diaz, pour qui tous les non staliniens étaient des « traitres » et des « agents de Franco ». Martinez fut profondément ulcéré. Il prenait au sérieux les injures stalinienne. Le malheureux !

Voici la lettre qu'il adressait à sa femme et que publie l'*Humanité* du 2 janvier : (on n'en contestera pas l'authenticité)

« Le 26 juin, en présence de deux femmes, Diaz a dit que j'étais un traitre à la cause antifasciste.

« Ce n'est pas vrai ! Je suis un amant de la liberté. J'ai pris une décision. Et plutôt que d'aller en prison, je préfère la mort.

« Je vais venger mon humiliation. Qu'en n'importe personne. Personne ne sait ma décision de justice. La révolte est à moi. »

Est-ce là la lettre d'un « traitre » ? Ne sent-on pas l'ébranlement moral d'un esprit désespéré d'une si odieuse accusation ?

Martinez avait d'ailleurs demandé qu'une assemblée générale du Comité eût lieu où il ferait facilement la preuve de son loyauté.

Bien entendu, aucune assemblée générale n'eut lieu. Les calomnies avaient beau jeu de s'exercer.

Combien de camarades, de communistes même — nous, pourrions citer — qui, revenant d'Espagne, accusent des procédures qu'ils avaient vues employer par les staliniens et qui le disent, furent victimes !

Martinez fut moins patient, il résista moins à la calomnie. Il s'est venge ! Et il a tenu à payer de sa propre vie sa vengeance.

N'est-ce pas assez pour que les agents de Staline, fassent au moins silence sur ce drame douloureux ? Ils préfèrent le transformer en plate-forme d'agitation xénophobe. (Nous en verrons tout à l'heure les détails).

Mais nous appelons nous, les hommes de cœur, les révolutionnaires de toutes tendances, les syndicalistes, les socialistes et même les communistes sincères — s'il en reste — à protester contre cette exploitation odieuse d'un drame sur lequel le P. C. devrait être le premier à faire le silence.

LOUIS ANDER.

Le meurtre de Diaz va-t-il servir de prétexte à l'expulsion des antifascistes espagnols non staliniens ?

Le Parti Communiste ne mène grand bruit autour de cette affaire que parce qu'il veut obtenir des mesures de répression qui le débarrasseraient des camarades étrangers qui résistent à ses manœuvres.

Sous prétexte de faire expulser les agents franquistes — qui se foutent pas mal, car ils ont des complicités, des menaces de l'*Humanité* — il s'agit de faire expulser des compatriotes espagnols ou autres, qui ne sont pas staliniens.

Dans le Midi, depuis quelque temps, de nombreux camarades ont été expulsés. Des Espagnols ont eu la preuve que des dénonciations anonymes à leur endroit émanait de certains petits dictateurs locaux du P. C.

Le procédé employé c'est la lettre anonyme où l'on dénonce l'activité de nos amis comme une activité anarchiste.

Dans la région parisienne, cinq de nos camarades ont été expulsés ces jours derniers par ces procédures. Tous les moyens sont bons, on le sait, pour les disciples du « guide général ».

Ce malin 5 janvier, l'*Humanité* remet ce en faisant état de relations de Martinez avec des anarchistes de Drancy, qui auraient été eux-mêmes en rapport avec des Italiens, lesquels seraient des agents du fascio ! Bientôt on va nous démontrer que c'est Franco et Mussolini qui ont commandé à Martinez de supprimer Diaz et de se suicider ensuite !

Odeur romane, à la manière de Léon Daudet, mais qui a pour but réel d'obtenir de la police française, des expulsions de militants révolutionnaires qui ne veulent pas hurler avec les loups staliniens.

(En 3^e page : LA PROTESTATION DU GROUPE DE LA COURNEUVE)

L'ARMEE JAUNE

Poursuivant sa lamentable carrière, le Front populaire ajoute chaque jour une tare de plus au lot infamant des gouvernements. Après des lois iniques contre les ouvriers et des procédés d'une brutalité inouïe, nous le voyons utiliser la troupe pour briser les grèves et neutraliser l'action des prolétaires en lutte.

Depuis le début de la grève, ce sont des camions militaires qui assurent les transports des Halles et, fait plus grave encore, qui sont mis à la disposition du trust Hachette, *L'Humanité* et le *Populaire* n'ont aucune honte à utiliser les mêmes moyens.

Quant aux patrons, tous comptes faits, ils y trouvent encore un bénéfice. Là où naguère ils payaient des journées d'ouvriers, ils s'en tirent avec un pourboire aux hommes de troupe et une prime de la main à la main, au sous-off qui les dirige. « La grève peut continuer ! Ils s'en fatigueront avant nous », pensent-ils.

Ainsi, l'armée apporte un témoignage de plus de sa fonction réactionnaire. Même épurée par le « souffle républicain », même composée de camarades-soldats, il n'en reste pas moins qu'elle est soumise au gouvernement qui l'utilise à ses fins sans se préoccuper des aspirations propres des hommes de troupe.

Parmi ceux-ci, il en est un certain nombre qui, dépourvus de sens de classe ne voient là qu'une occasion de se procurer un peu d'argent de poche et qui souhaitent que la grève continue. A vingt ans, beaucoup de jeunes gens n'ont pas encore très bien analysé la situation sociale dévouée aux ouvriers et les luttes revendicatives qu'elle implique.

D'autres, issus surtout du prolétariat industriel, mêlés depuis le plus jeune âge à l'activité des grands centres, ont acquis des données plus précises sur la question sociale. Membres peut-être d'organisations politiques ou révolutionnaires, adhérents d'un syndicat, leur sympathie va aux travailleurs en grève. Mais l'armée est là, avec sa discipline de fer, ses délateurs, son règlement et ses prisons. Que peuvent-ils faire dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire étant donné leur minorité, étant donné aussi le peu de cohésion de la vague ouvrière en lutte, toujours trahi par ses chefs, domestiquée par les aboyeurs des partis de gauche, endormie par les dirigeants syndicaux ? Force nous est bien de reconnaître l'impuissance où se trouve le révolutionnaire incorporé dans un régime.

Ainsi se vérifie cette vérité que le rôle principal de l'armée est de permettre au gouvernement de gouverner, c'est-à-dire à la réaction de s'exercer. La nécessité de la défense nationale est une faute de la révolution en livrant la jeunesse à ses fantaisies dictatoriales, une crapule de l'envergure de Daladier.

de justifier aux yeux des naïfs l'existence de formations militarisées. Sous le couvert de la « patrie forte contre l'ennemi de l'extérieur », on embrique une partie du peuple et on l'oblige, à l'aide d'une réglementation coercitive, à prendre parti contre l'autre partie du peuple.

Mais alors, dira-t-on, pas de solution ? Le prolétariat ne pouvant dresser en face de la puissance militaire gouvernementale une force armée équivalente ne pourra jamais prétendre à la victoire ! Le soldat, toujours soumis à un système qui le réduit à l'état de corps sans âme ne pourra jamais s'allier avec ses frères de classe !

Si, et l'histoire le prouve, il est des moments où soldats et ouvriers peuvent mener leur lutte commune contre leurs oppresseurs qui sont les mêmes. C'est lorsque le souffle, non pas « républicain », mais révolutionnaire a pénétré la caserne. C'est lorsque les soldats sentent que la classe ouvrière est résolue et décidée à aller jusqu'au bout. C'est à l'heure où les travailleurs n'admettent plus qu'un politicien leur parle de « finir une grève », au nom de l'intérêt supérieur du pays ». C'est au moment où les chefs de partis influents cessent de leur vanter « la fierté d'être soldat ».

Mais les chefs et les politiciens tiendront toujours de semblables propos, tant que ces propos ne les dérideront pas aux yeux du prolétariat. En réalité, il faudra que s'éteigne l'influence des mauvais bergers. C'est à chaque ouvrier de comprendre comment et pourquoi on le trahit, on le berne. Il lui appartient de se désolidariser des canailles qui le livrent à ses exploiteurs.

Alors seulement, quand le peuple, délivré de ses influences néfastes, aura pris conscience de sa force, quand l'esprit de révolte ne sera plus détourné, amoindri, étouffé par les nécessités de la basse « politique », quand il aura gagné un des organismes les plus opprimés de la société capitaliste, l'armée, la bourgeoisie sera à la veille de la défaite. Le chloroforme de la politique dont elle se sert pour endormir les masses résistera d'une part sans effet, et d'autre part, sa force de répression, son armée nationale, sera elle-même contaminée par le virus révolutionnaire, prête à s'affranchir de la honteuse tutelle de ses chefs et à s'allier avec ceux-là qui sont dignes de ses sympathies.

Mais pour que cette communauté d'idées existe, pour que cet esprit de révolte se répande, il importe que les ouvriers cessent d'applaudir à la « défense nationale », d'exalter le drapeau tricolore, de légitimer la loi de deux ans et de sacrer « grand homme » en livrant la jeunesse à ses fantaisies dictatoriales, une crapule de l'envergure de Daladier.

MAURICE DOUTREAU.

Pour faire renaître la chanson anarchiste

Nombreux sont les camarades de Paris et de la banlieue qui ont répondu à mon premier appel, d'autres, de province, m'ont fait entrevoir certaines possibilités qui, à côté du Club Artistique, permettraient d'étendre le rayon de la propagande anarchiste par la chanson. A tous ceux et à toutes celles qui ont répondu à mon premier appel : Merci ! Merci ! Quel encouragement pour moi !.. Il faut que mon second appel soit entendu mieux encore que ne le fut le premier. Il me faut plus d'adhésions que la première fois c'est peut-être beaucoup des camarades, mais Il... le... faut ! Et c'est surtout à l'élément féminin que je m'adresse, car c'est toujours celui qui fait défaut dans les tentatives artistiques de ce genre.

Il n'y a pas de questions de boutiques. Les cours seront donnés gratuitement, les interprètes choisiront eux-mêmes parmi les œuvres des chansonniers révolutionnaires, celles qui répondront à leurs conceptions, ou parmi les œuvres d'art, celles qui répondront à leurs possibilités artistiques et à leur tempérament. Nous travaillerons ensemble pour mettre ces œuvres au point. Notre besogne terminée, le Club artistique n'ouvrira ses portes qu'au profit du Libertaire, les recettes seront faites par des camarades que le journal désignera : aucune recette ne passera par nos mains, et nous aurons ainsi d'une façon rationnelle satisfait notre idéal. Aucune critique au point de vue moral ne pourra nous être faite ; au point de vue artistique, c'est autre chose, mais de ce côté, il est préférable d'être critiqué que de passer inaperçu.

Il y a place dans le Club Artistique pour des poètes, pour des auteurs, et pour des compositeurs, tous ceux qui écrivent se disent et me fassent parvenir au plus vite leurs adhésions, ceux d'entre eux qui, pour des raisons quelconques, ne voudront pas se produire en public, auront au moins la satisfaction de trouver au Club Artistique des interprètes capables de faire valoir leurs œuvres. Poètes, Chansonniers et Compositeurs, la porte vous est grande ouverte, adhérez au Club Artistique de propagande anarchiste par la chanson. Un bon mouvement de tous et de toutes, du cran ! de la persévérance et les belles soires du Grenier de Gringoire renaîtront bientôt : je m'en charge !

La Chanson anarchiste doit vivre à tout prix, elle doit se faire entendre chaque jour, et partout, et elle doit être capable de jeter sur tous les points du globe, ce germe de la pensée libertaire du monde : L'Anarchie !

Ch. d'Avrav.

M'écrire au « Libertaire » 9, rue de Bondy, Paris 10^e.

Est-il vrai ?

Est-il vrai que certains fonctionnaires d'un Comité mêlé de très près au drame de la rue de la Ridelée, auraient compris d'une manière toute personnelle la solidarité franco-espagnole et auraient accepté des pourboires s'élevant parfois à 10 % des achats effectués, pourboires versés par les maisons de commerce ?

Est-il vrai que Martinez aurait dénoncé ces prévarications et qu'il se serait de la sorte attiré la haine solide des dirigeants du Comité ?

En tout cas cette rumeur a pris solidement corps dans les milieux espagnols.

Le scandale des loyers

Le moribond gouvernement de Front Populaire vient d'être trahi à la Chambre des Députés, sur le volet de la suppression des 10 % de réduction sur les loyers, que le décret Laval, avait accordé aux locataires en 1935.

En effet, la majorité gouvernementale qui oscillait entre 360 et 330 voix, est devancée une minorité de 268 voix, contre 314 qui ont voté la suppression de ces 10 % de réduction sur les loyers.

Les noms des 314 députés doivent figurer au Journal Officiel et seront à retenir par les locataires.

Certes, il ne nous appartient pas de défendre les éléments d'un gouvernement, même s'il se dérange de front populaire, mais nous tenons à informer tous nos camarades, des agissements des gouvernements bourgeois.

Or, si l'on a dit et écrit, la propriété c'est le vol, jamais, jusqu'aujourd'hui il n'a été donné d'apporter des arguments aussi scabieuses que ceux révélés par l'enquête faite sur la question des loyers, et dont nous sommes les seuls, parmi tous les journaux, à donner les résultats.

La question des loyers est une affaire de politique gouvernementale au même titre que les mesures contre les mercantils, les spéculateurs, la hausse des prix, les accaparements, les trusts et la taxation.

Les locataires paient sans savoir, ils sont donc vus sans savoir.

Les gouvernements devraient défendre le peuple contre les injustices. Quand on n'a pas de loi, la justice bourgeoise dit : Les usages font le droit.

Or, depuis des siècles, les capitaux investis dans les maisons sont capitalisés à des taux qui n'ont jamais, en moyenne, dépassé 5 % malgré les guerres et les révolutions, qui, au contraire, les avaient plutôt réduits.

Le fait que les gouvernements pendant la guerre de 1914 ont laissé les propriétaires s'enrichir eux-mêmes de cette loi, est la cause initiale de la hausse déordonnée des loyers.

Une maison n'est pas une marchandise, c'est un placement de fonds, dont les intérêts sont représentés par les loyers.

La majorité réduite par les lois faites en faveur des propriétaires et la réduction de 10 % en 1935, en faveur des locataires, laisse encore 152 % de majoration, que le gouvernement vient de faire remonter à 180 %, ce qui représente, comme on le verra plus loin au cours de l'enquête, plus d'un milliard par an, de superloyers et environ 20 milliards, depuis la guerre, pris par les propriétaires, dans la poche des locataires parisiens.

Si l'on connaît les chiffres pour toute la France, on sera étonné par la taille du total de ces milliards.

Comment cela a-t-il pu se produire ? Uniquelement, parce que plus de 200 sénateurs sont propriétaires ou intéressés dans des affaires immobilières, c'est pourquoi ils s'opposent au contrôle des charges, parce que ce contrôle révèle que des milliards de superloyers sont placés à l'étranger. D'autre part, ce contrôle, suivant comment il serait établi sur trouverait peut-être des noms de sénateurs, de députés, de conseillers municipaux de Paris, voire même de ministres ou anciens ministres.

Rappelons-nous les 200 familles et les camarades intelligents qui ont fait l'occupation des usines. C'est ce qui doit nous ouvrir les yeux, le travailleur ne doit compter que sur lui-même.

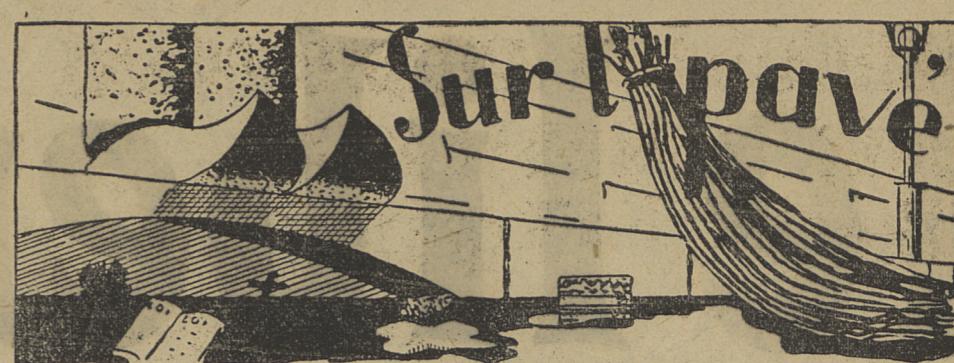
Pour avis

Nous avons reçu de Galtier-Boissière une offre d'insertion d'un placard de publicité pour annoncer son dernier numéro sur l'Anarchie.

Nous avons répondu à Galtier-Boissière, après avoir pris connaissance du contenu de ce numéro, que contrairement à ses collaborateurs, nous ne vendions pas de l'anarchisme, surtout quand il est d'autant mauvaise qualité.

Nous considérons en effet que ceux qui seraient tentés de l'acheter seraient loin d'en avoir pour leur argent.

Le Terrien.



PROPOS D'UN PARIS

CA PROMET...

A l'orée de cette année 1938 qui ne semble pas devoir marquer la fin des misères qui accablent le pauvre monde, des paroles pour le moins inquiétantes nous arrivent directement de Tokio par le canal de l'Agence Havas.

Les feuilles de toutes opinions ont reproduit l'essentiel de cette interview de l'amiral Sue-tsu-gu dans laquelle ce haut personnage japonais déclare la guerre aux Blancs et

Solidarité et compréhension pour le mouvement libertaire d'Espagne

Nous publions ci-dessous, du Bulletin français d'information de la C.N.T., de larges extraits du rapport fait par des camarades d'Argentine, délégués en Espagne, sur les événements depuis le 19 juillet et sur le rôle de la C.N.T.-F.A.I.

Ce rapport se remarque par son intelligente compréhension des formidables problèmes auxquels eurent à faire face les anarchistes espagnols. A ce titre c'est un élément d'information remarquable.

Nous avons, pendant de longs mois, vécu et joué notre rôle unis aux camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. Nous nous sommes identifiés avec leurs désirs, avec leurs efforts et aussi avec leurs faiblesses. Et encore, nous osons déclarer que nous avons pénétré dans le tréfonds de la grande tragédie que vit le peuple espagnol et, particulièrement, notre mouvement, dont les organisations sont, sans aucun doute, le plus légitime exposant des aspirations de ce peuple.

Nous avons suivi les fluctuations de la lutte, non pas seulement comme spectateurs, mais en y participant, avec toute la modestie de notre petit apport, mais aussi avec toutes les responsabilités militaires qui considèrent comme leur chose les activités de l'organisation libertaire et qui, par suite, acceptent toutes les conséquences qui peuvent en découler. Et nous avons aussi assisté au douloureux, et parfois indigne procès, de l'incompréhension avec laquelle a réagi, devant les faits de la guerre et de la révolution en Espagne, une partie de l'anarchisme international, en arrivant parfois aux extrémités d'une inconcevable hostilité. Il en est résulté, beaucoup qui, venus en Espagne peut-être par l'attraction d'un mirage ingénue, au lieu de se pénétrer des profonds et graves problèmes que doivent résoudre nos camarades espagnols, ont préféré adopter une position critique, négative et fréquemment défaitiste, ce qui signifie couper pratiquement toute la solidarité morale au mouvement de la C.N.T. et de la F.A.I. et, selon nous, se montrer ignorants de la responsabilité qui nous incombe comme militants révolutionnaires, en quelque partie du monde où nous nous trouvions.

LA REVOLUTION A TRAVERS LA GUERRE

La réaction populaire du 19 juillet fut un magnifique cas d'improvisation qui déconcerta les militaires faciaux, ainsi que le Gouvernement républicain lui-même. Sans aucun doute, le fascisme aurait triomphé en peu de jours si n'avait existé cette formidable capacité d'action des travailleurs due presque intégralement à l'intervention de nos organisations : la C.N.T. et la F.A.I. L'emprise de la masse fut tellement grande qu'elle dépassa les prévisions les plus favorables et, comme conséquence, l'optimisme fit tous, et particulièrement celui de nos compagnons, crû à l'infini. Les victoires relativement faciles des premiers jours firent croire à la possibilité d'en terminer avec les factieux en peu de temps et, par suite, d'étendre la Révolution à toute l'Espagne. L'enthousiasme logique des premiers jours ne fit pas prévoir une guerre longue et difficile, contre des puissances étrangères dotées d'un formidable pouvoir agressif. D'autre part, la bourgeoisie et la classe moyenne libérale se soumirent, au moins en apparence, à l'ambiance révolutionnaire régnant dans les premiers mois de la lutte. En Catalogne surtout, les compagnons avaient l'impression d'un triomphe définitif de la Révolution qui s'étendait par les terres aragonaises à mesure qu'avancait les colonnes confédérées.

Comme conséquence de cet optimisme débordant, de cette « euphorie » générale que tout montrait facile, on eut l'impression, magnifiée encore à l'étranger, que le mouvement de la C.N.T. et de la F.A.I. était absolument dominant en Espagne et qu'il pouvait réaliser, sinon le maximum, du moins la majeure partie de ses revendications.

Avant un jugement un peu simpliste, on croyait que la guerre était une chose secondaire et que l'unique problème à résoudre était de conduire la Révolution jusqu'à ses extrêmes limites. Les camarades arrivés de divers pays en Espagne venaient, dans l'immense majorité, avec cette impression ou s'exprimaient dans cet esprit. Nous devons reconnaître que les compagnons espagnols, dans leur plus grand nombre, avaient la même impression, et faisaient abstraction des grandes forces adverses qui, nationale-

ment et internationalement, s'opposaient à la réalisation de nos légitimes désirs. Nous croyons que cet optimisme excessif a donné lieu ensuite, par contre-coup, à un pessimisme exagéré qui alla jusqu'à se convertir en défaitisme actif.

Mais la réalité ne manqua pas de se manifester très promptement d'une manière différente. Le peuple espagnol n'avait pas seulement à compter avec un groupe de militaires soulevés, mais à une formidable force de conjuration internationale qui mettait en jeu un terrible appareil belliqueux.

On vit très promptement que les colonnes de militaires enthousiastes, mais sans armes ne suffisaient pas pour contenir l'ennemi militairement organisé et moins encore pour le vaincre. En Aragon, nos colonnes restèrent immédiatement stationnaires entre Saragosse et Huesca. Dans le Sud, l'ennemi avança rapidement jusqu'à Madrid. L'héroïsme de nos hommes fit des prodiges et, grâce à eux, la capitale ne tomba pas. Sans doute, tout cela serait insuffisant, était destiné à être annullé si l'on ne disposait d'un armement efficace. S'il ne se créait une organisation adéquate qui fasse front à l'ennemi. Il manquait des avions, des canons, des armes de tous genres, en outre de beaucoup d'autres éléments dont l'Espagne ne disposait pas et dont l'apport ne pouvait s'espérer que de la solidarité du prolétariat international, solidarité qui se faisait assez faiblement sentir. Il fallait obtenir les éléments où ils étaient, dans la forme et dans les conditions imposées par ceux qui les détenaient. C'est-à-dire que l'on devait se mettre à la portée de la politique réaliste, perfide et intéressée des gouvernements qui pouvaient nous approvisionner en armes. Ces gouvernements exigeaient, d'une part, de l'or et aucune propagande révolutionnaire. La C.N.T. n'avait pas d'or. D'autre part, ils imposaient des conditions politiques. Ces conditions, pour obtenir le nécessaire pour la défense, ne dépendaient pas de nous, ne dépendaient pas de la C.N.T. ni de la F.A.I. ni même du gouvernement espagnol. On vivait sous l'angoisse d'un périple imminent. On n'avait pas le temps de discuter. Il ne faut pas oublier, en outre, que les gouvernements ne traitaient pas pour cela avec le mouvement libertaire. Quelques camarades de l'étranger ont reproché, par exemple, le fait que la C.N.T. n'ait pas traité avec la Russie, sous un aspect purement commercial : des armes contre de l'or. Conception ingénue, qui révèle jusqu'à quel point on ignore le véritable problème. En ces journées angoissantes qui pouvaient être les dernières pour l'Espagne antifasciste, les moyens héroïques et énergiques étaient nécessaires. Précisément, le plus grand mérite de notre mouvement, son plus grand titre de gloire historique, consiste à avoir compris la situation et à l'avoir sauvée. Non seulement en faisant preuve d'héroïsme dans les combats, mais en adoptant une attitude réaliste qui contribue à servir les intérêts vitaux de tout le peuple espagnol et des travailleurs des autres pays et à mettre une barrière infranchissable à l'avance fasciste.

COLLABORATION GOUVERNEMENTALE ET MILITARISATION

Notre mouvement ayant triomphé, partout en Catalogne où son influence était décisive, se présente un dilemme : ou collaboration avec les autres secteurs, ou action totalitaire anarchiste. Cette dernière aurait impliqué de soumettre les autres secteurs et d'assumer la responsabilité exclusive de la guerre contre le fascisme. Un examen général de la situation fit comprendre aux camarades qu'une telle chose n'était possible d'aucune façon. Cela aurait concrètement signifié l'établissement d'une dictature anarchiste en se pliant dans une situation hostile, face aux autres forces antifascistes et face au Gouvernement républicain, dans les moments prévus où nous devions rassembler toutes les énergies contre le fascisme. Cela aurait signifié, surtout, un nouveau mouvement subversif avec l'aggravation de se charger des responsabilités historiques d'avoir contribué au triomphe faciaux.

L'autre chemin était celui de la collaboration, celui de la participation gouvernementale. Aucune autre solution n'était possible et aucun des camarades qui, depuis le premier moment, ont critiqué la détermination de la C.N.T. d'entrer dans le Gouvernement n'a pu indiquer une autre solution.

C'est ainsi que notre mouvement collabora tant au Gouvernement de la Généralité de Catalogne que dans celui de la République. De ce moment, il eut à faire attention, en même temps qu'à la lutte sur les fronts et aux tâches de reconstruction économique qui réalisent les syndicats, à cette autre lutte du « front politique » qui était la plus difficile pour nos compagnons, puisque sur ce terrain ils n'avaient aucune expérience. Il n'était pas tellement facile de modifier la mentalité des militants, même de ceux qui comprenaient bien les nécessités d'une telle activité. Nous nous trouvions, sous beaucoup d'aspects, dans une situation de franche infériorité. En général, les compagnons prétendaient assez peu d'attention à ce qui se réalisait dans les institutions gouvernementales, même quand y intervenaient les propres représentants de l'organisation. Parfois, surgissaient des contradictions entre ce qu'acceptaient nos conseillers et ministres et ce que faisaient les syndicats, desquels, pourtant, ils détenaient le mandat. Ceci était principalement dû au manque de pratique et de véritable organisation d'ensemble. De cette manière, nos positions allaient en s'affaiblissant à mesure.

D'autre part, les politiciens avec lesquels nous devions collaborer n'avaient pas changé leur vieille mentalité réformiste. Ils admirent les revendications révolutionnaires parce qu'ils ne pouvaient faire autrement, mais ils travaillaient constamment à les annuler. Ce furent surtout les communistes qui réalisèrent un classe-

Le « Général » Cipriano Mera EST un anarchiste

S'il est vrai que l'hypocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu, il faut reconnaître que les staliniens d'Espagne rendent de grands hommages à la vertu des anarchistes espagnols. Ce ne sont que risettes, mains tendues, appels, propositions, etc. Toutes ces avances n'ont qu'un but : endormir la méfiance de nos camarades. Sans y réussir d'ailleurs.

Mais comme la politique des communistes est dans tous les pays la même et qu'une consigne dictée par Staline doit être minuiseusement exécutée, nos communistes français emboîtent le pas et chantent les louanges — oh ! très discrètement d'ailleurs — des anarchistes espagnols.

Le travail, c'est de faire comprendre aux lecteurs de l'« Human » qu'il y a anarchistes et anarchistes et que rien de commun évidemment ne saurait identifier les anarchistes français (ces pelés, ces galeux, ces provocateurs, etc.) avec les Espagnols, qui eux ont su comprendre les sacrifices nécessaires.

Le travail, c'est de faire comprendre aux lecteurs de l'« Human » qu'il y a anarchistes et anarchistes et que rien de commun évidemment ne saurait identifier les anarchistes français (ces pelés, ces galeux, ces provocateurs, etc.) avec les Espagnols, qui eux ont su comprendre les sacrifices nécessaires.

« Nous trompons pas. Ce soulèvement était monarchiste, et maintenant étant donné la tournure prise, l'on ne peut plus parler de monarchie. C'est un échec ; tandis qu'en Galice, en Andalousie et même au Maroc, l'on se souleve au cri de : Vive la République ! nous nous levons avec les requêtes, avec un idéal monarchiste ; Franco de son côté avance, soutenu par la Phalange et quelqu'un de plus... beaucoup plus important... ; et Quisip agit seul parce qu'il en a l'envie sans savoir bien pour qui. C'est le chaos et cela ne peut être ; ici je ne vois pas les choses bien claires et nous ne devons pas nous laisser entraîner, le commandement maintenant.

Ici suit la formation du gouvernement de Burgos avec des éléments militaires et quelques civils. Musique et chants ont lieu sur les places publiques.

Un an au tribunal de Burgos

Nous continuons ici le récit fait par Ruiz Vilaplana, secrétaire au tribunal de Burgos, d'une année passée dans l'Espagne de Franco ; l'on doit toujours se rappeler que si l'armée est responsable de tous ces assassinats, son inspiratrice est l'Eglise. Cette abominable religion qui empoisonna l'Espagne depuis des siècles reste l'ennemi le plus coriace et le plus dangereux. Il n'y a pas la moindre illusion à se faire sur ce point.

Mola arrivant à Burgos, exigea que les autorités se présentent et Ruiz Vilaplana remarque que lors de la réception dans le grand salon de la Capitainerie Générale, il a le visage nerveux et préoccupé, les yeux fixes ; ce n'est plus le « caudillo » souriant du balcon au peuple de Burgos, il semble inquiet et dans une première réunion dit aux personnes présentes :

« Nous nous trompons pas. Ce soulèvement était monarchiste, et maintenant étant donné la tournure prise, l'on ne peut plus parler de monarchie. C'est un échec ; tandis qu'en Galice, en Andalousie et même au Maroc, l'on se souleve au cri de : Vive la République ! nous nous levons avec les requêtes, avec un idéal monarchiste ; Franco de son côté avance, soutenu par la Phalange et quelqu'un de plus... beaucoup plus important... ; et Quisip agit seul parce qu'il en a l'envie sans savoir bien pour qui. C'est le chaos et cela ne peut être ; ici je ne vois pas les choses bien claires et nous ne devons pas nous laisser entraîner, le commandement maintenant.

Ici suit la formation du gouvernement de Burgos avec des éléments militaires et quelques civils. Musique et chants ont lieu sur les places publiques.

LE NETTOYAGE DE L'ARRIERE CONTINUE

Le lendemain matin Ruiz Vilaplana est réveillé par ces mots :

— Don Antonio, levez-vous, nous avons sept autres « fiambras » (mot espagnol signifiant : viande froide).

Le drame Diaz-Martinez

Les libertaires de la Courneuve protestent, à juste titre, contre les calomnies répandues par ce journal sur Martinez Rodriguez et revendent ce camarade comme un des leurs. Ils se font un devoir de faire connaître la vérité à l'opinion publique.

Notre camarade Vittorio Martinez Rodriguez fut un militant ardent de la cause de la liberté et nous en donnons ici la preuve : Carte de Milicien n° 29 délivrée à Vittorio Martinez Rodriguez.

Profession : journalier.

Age : 38 ans, Délivrance de la carte : Barcelona.

Rentré en Espagne pour le 29 juillet 1936. Membre de la Colonne Tierra et Libertad. Réformé ensuite et autorisé à entrer en France le 5 octobre 1936.

Voici les certificats prouvant que notre camarade avait quitté les Milices malade, et qu'il était toujours en traitement.

Le premier certificat : date : 27 octobre 1936, Hôpital Franco-Musulman, Bobigny (Seine) ;

Le 2^e certificat, date : 1^{er} novembre 1936, Docteur Charles Hoch, 9, avenue du Rocher, Vitry-sur-Seine ;

Le 3^e certificat, date : 10 novembre 1936, Hôpital Franco-Musulman ;

Le 4^e certificat, date : 24 novembre 1936, Hôpital Franco-Musulman ;

Le 5^e certificat, date : 8 février 1937, Hôpital Franco-Musulman ;

Le 6^e certificat, date : 28 juin 1937, Casa de Espana, 53, rue de la Pompe, Paris-16^e ;

Le 7^e certificat, date : 13 septembre 1937, Casa de Espana ;

Le 8^e certificat, date : 29 novembre 1937, Casa de Espana ;

Le 9^e certificat, date : 27 décembre 1937, Casa de Espana.

Ce dernier certificat, suffit amplement à lui seul à démolir les accusations de Virgilio Diaz contre notre camarade.

Voici le contenu de la dernière lettre que notre malheureux camarade avait adressée à sa compagne :

« Chère Epouse et Compagne, salut... »

« Devant les odieuses insinuations qui pourraient surgir contre moi, dans l'intérêt de certains individus, disant que moi j'ai déserté ma place au combat par la lâcheté, je te remets ici cette documentation qui prouve mon dévouement à la cause de la Liberté. »

« Réformé par le docteur de ma colonie, qui me délivra un certificat de réforme me dirigeant sur Barcelone, d'où l'on me délivra un passeport pour la France, sur remise du certificat de réforme. Pour confirmation de ma réforme, sache qu'il y a un dossier d'établissement pour chaque milicien réformé, réclame-le à la Casa Espana, 53, rue de la Pompe, Paris-16^e. »

« Ceci pour démolir les accusations que m'a portées devant deux personnes, Maria et Pepa, le nommé Virgilio Diaz.

En France, malgré son précaire état de santé, il continua à militier activement pour la cause de la Liberté.

Le Groupe s'incline devant sa dépouille et lui adresse un salut ému.

Assure sa compagne de son affectueuse sollicitude dans cette pénible épreuve.

Toutes nos affirmations sont basées sur des documents, que nous tenons à la disposition de quiconque en fera la demande au Groupe de la Courneuve.

Le conflit de l'U. G. T. en voie de solution

Le conflit de l'U. G. T., duquel nous avons tenu nos lecteurs chaque semaine au courant seraient en voie de solution provisoire et se terminerait par une côte mal taillée. Chaque partie se faisant des concessions mutuelles, la commission exécutive nouvelle se complétera de quatre membres pris dans la tendance Largo Caballero. Il est encore prématûre de tirer des conclusions de cet arrangement qui a été proposé par Jouhaux. Cependant nous ne croyons pas nous avancer avec trop de hardiesse en disant que le relâchement de l'alliance contre Caballero des éléments priétaires et communistes s'est effectué plutôt au détriment de ces derniers.

Alors les assassinats continuèrent, mais l'on ne « trouva » plus de cadavres, Mola, digne élève des Jésuites, se faisait obéir :

« Ainsi surgirent dans les petits villages, groupes de misérables cabanes ouvertes, d'énormes fosses comme celle de Hondon en Rodil et, dans chaque bourg, un terrain ou un champ, comme celui du Llano d'Estepa et, dans chaque ville, un lieu vaste et éloigné comme le Mont de la Brújula à Burgos.

Combien de fois passant sur la route, pren-

solidarité internationale antifasciste

TOUTE LA JEUNESSE ANTIFASCISTE A LA S. I. A.

Tout ce qui reste au monde de jeunesse, consciente de ses responsabilités, libre dans sa pensée et maîtresse de son action, doit applaudir sans réserve et s'intégrer sans délai au magnifique effort de la Solidarité Internationale Antifasciste.

Depuis plus d'un an et demi, un peuple unanime — ouvriers et paysans, intellectuels et manouviers, vieillards, femmes et enfants, tous liés au même destin et dévoués corps et âme à la même cause sacrée — résiste héroïquement à l'assaut du fascisme qui vient, hélas, de réaliser son unité sur le plan international, pour multiplier plus systématiquement les destructions, les massacres et les esclavages.

Depuis plus d'un an et demi, les antifascistes de tous les pays savent bien que les dictatures — derniers mandataires du capitalisme agonisant — jouent en Espagne leur dernière carte : c'est là-bas qu'ils font l'expérience monstrueuse de leurs armements et de leur appareil militaire, en attendant de transformer le monde en un champ de bataille généralisé... C'est en Espagne — terre de libération — que le fascisme, aussi bien l'allemand que l'italien ou le portugais — le fascisme universel — trouvera son tombeau ! Et si, par malheur, il ne le trouvait pas, alors c'en serait fait de la liberté humaine tout entière, car la cause de la liberté est désormais une et indivisible.

El pourtant, voilà plus d'un an et demi que nous marchandons sordidement notre appui à ceux qui répandent leur sang pour sauver notre peau ! Dix-huit mois de réticences, de parlotées, de combinaisons, de lâchetés et — il faut le dire — de trahisons, alors qu'en juin 1936 le peuple français avait porté triomphalement ses représentants au pouvoir pour abattre toutes les bastilles et instaurer le régime de la grande Paix des Hommes...

Devant cette infamie, devant cette complicité dans l'assassinat, un grand souffle d'indignation et de révolte doit soulever les masses populaires : il faut que tous les mi-

Entretien avec les amis de la S. I. A.

Le tract que nous avons reproduit la semaine passée est sorti de l'imprimerie et est à la disposition des camarades de la région parisienne pour être distribué.

Nous l'expédierons en province, aux 25 adresses qu'il contient, dès que la grève des transports sera terminée et que les colis postaux pourront être acheminés sans aléa sur leur destination.

Les cartes et les timbres de la S. I. A. s'enlèvent rapidement. Nous voudrions pourtant les voir partir à une cadence encore plus accentuée. Cela dépend de vous, les amis ; le mois de janvier étant le mois le plus favorable au placement desdites cartes, profitez-en pour faire à la S. I. A. de multiples adhérents.

De nombreuses listes de souscription sont en circulation ; nous comptons sur l'activité de tous pour les faire garnir au plus tôt et nous les retourner avec les sommes recueillies. Cet argent est aussitôt converti en vivres, que nous envoyons immédiatement en Espagne.

Nous tenons à dire encore à tous ceux qui nous lisent, qui nous suivent, qui aiment la S. I. A. et l'Espagne ouvrière en révolte, que l'en-l'aide la plus efficace est celle qui consiste à nous apporter des colis de vivres, de vêtements et de linge. Elle est la plus pratique, la plus tangible des solidarités.

JEAN NOCHER,
Délégué Général des J.E.U.N.E.S.

Apprêtons-nous à les fêter

Dans quelques jours, nos sept petits réfugiés qui représenteront à la fête du 15 janvier les 204 orphelins espagnols de notre colonie pyrénéenne, vont arriver parmi nous. Déléguée en Catalogne par la section française de la S.I.A., je rentre de Llensa où je viens de quitter nos sept petits chanteurs et danseurs. Prochainement, je vous expliquerai avec plus de détails quelle est la vie quotidienne de ces enfants qui ont trouvé près de la frontière des Pyrénées l'existence assurée grâce à la solidarité des camarades français. Aujourd'hui, je voudrais seulement vous exprimer la joie que ces petits éprouvent à la pensée de se trouver bientôt au milieu de nous tous. Ceux qui partent sont tout fiers de venir nous montrer le meilleur de leurs chants et de leurs danses, et les autres qui restent, les plus nombreux, at-



Les 7 orphelins de Llensa qui participeront à notre fête du 15 janvier.

dront avec impatience le retour de leurs camarades pour les accabler de questions sur leurs parents adoptifs auxquels ils doivent une vie exempte de soucis.

Le programme de cette fête vous sera donné au complet la semaine prochaine. Ce sera un très beau programme, choisi avec goût ; mais nul doute que vous ne préfériez, camarades, sentir l'âme du peuple espagnol qui s'exprimera à travers les chants et les danses de vos enfants adoptifs. Vous savez, en outre, qu'en apportant votre obbole dans le modeste prix d'entrée à la fête, vous contribuerez à assurer le nécessaire à ces enfants qui ont tant souffert et qui ne vivent que de nos dons.

La vie est dure cet hiver en Espagne, les denrées sont rares. Toute notre colonie doit s'alimenter en France, par nos propres soins. Songez qu'avec 204 enfants qu'elle compte à présent, et le personnel, ce sont environ 450 repas qu'il faut servir quotidiennement à Llensa. Les camarades responsables de la colonie doivent parfois réaliser de véritables prodiges pour que rien ne manque, et ils y ont jusqu'à présent réussi. A nous de leur faciliter la tâche et de faire en sorte que notre colonie qui ne reçoit aucune autre subvention que nos envois, prospère afin d'assurer à nos petits la vie et la santé que le fascisme tentait de leur arracher.

C'est pourquoi vous répondrez à l'appel de la S.I.A. en venant en foule le 15 janvier la salle de la Mutualité qui sera, nous y comptons, trop petite pour vous contenir tous.

Renée LAMBERET.

Permanences, convocations de la S.I.A.

11 ARR. — Permanence, café de la Presse, 112, rue Montmartre, le dimanche, de 9 h. à 11 h. 30, à laquelle sont convoqués les types du Croissant, les porteurs-cyclistes et le personnel de chez Hachette.

XIIIE. — Nous demandons aux camarades désireux de militier au sein de la S.I.A. de noter que la permanence centrale est assurée le 1^{er} de chaque mois, place d'Italie, tous les vendredis à 20 h. 30. Le dimanche, les deuxes de toutes sortes seront de 10 h. à 12 h. aux adresses suivantes : Salle Juinier, 29 et 31, place Jeanne-d'Arc ; Salle Cozannet, 24, avenue d'Ivry.

BLANG-MESNIL. — La Section locale est constituée. Les camarades voulant y adhérer doivent tout d'abord faire un petit effort pour se mettre en relations avec Place de la République, 6, rue de Verdil. La permanence est assurée tous les samedis à partir de 21 h. 30, place Auguste, 11, avenue des Lilas.

ROMAINVILLE. — Permanence le mardi de 20 h. 30 à 22 heures au « Trianon », place Carnot.

VILLEPARISIS. — Permanence le dimanche de 9 h. à 12 heures, au café de l'Oasis, place du Marché.

LA SECTION DU BOIS. — Permanence, 220, Faubourg St-Antoine, de 17 h. 45 à 19 h. tous les jours, de 9 h. à midi, le samedi. S'adresser au camarade Barbot, bibliothécaire.

CLAMART. — Réunion constitutive de la section, jeudi 6 janvier, à 20 h. 30, chez Portay, 7, place Hunibelle. Invitation très cordiale à tous les amis de la S.I.A.

OLICHEY. — Permanence tous les jeudis de 20 h. 30 à 22 heures, salle municipale, 115, rue du Bois.

REGION DE VERSAILLES. — Une réunion de constitution de groupes et de prise de contact des camarades de Versailles, Sévres, etc., aura lieu vendredi 7 janvier, Mairie de Chaville, à 21 heures.

LIVRY-GARGAN. — Permanence tous les dimanches de 9 h. à midi, café Terminus.

LES STALINIENS ESPAGNOLES A L'ŒUVRE CONTRE L'ESPAGNE

Depuis mai, les staliniens ou semi-staliniens tiennent la frontière espagnole et créent mille ennuis aux antifascistes qui ne sont pas de leur obédience. Nous avons dû protester déjà de nombreuses fois contre leurs manœuvres qui, si elles se généralisaient et s'implantaient sérieusement, auraient pour conséquence d'isoler davantage encore l'Espagne ouvrière du reste du monde.

Depuis mai, les staliniens ou semi-staliniens tiennent la frontière espagnole et créent mille ennuis aux antifascistes qui ne sont pas de leur obédience. Nous nous demandons, Monsieur l'Ambassadeur, de mettre assez vite ordre à cela, soit par votre intervention directe, soit en priant le gouvernement de Barcelone de donner des ordres en ce sens.

Dans la même journée l'Ambrassadeur nous a adressé à la S.I.A. ce télégramme :

A l'instant, je reçois votre message, je télégraphie avec empressement à M. le directeur général des douanes à Barcelone. Prière de communiquer cette nouvelle aux amis de Perpignan.

Huit jours après notre protestation et l'intervention de l'Ambrassadeur, les douaniers en question sont dans le même état d'esprit, et M. le directeur des douanes, pur stalinien, n'a pas daigné encore répondre. Sans doute mange-t-il son content et est-il chaudement vêtu, lui.

Ce qui arrive-là est invraisemblable et digne d'être conté par un autre Courfeline. C'est risible, mais honnête également et il faut que ça cesse vite. Nous nous y employons énergiquement.

Et notre solidarité s'exercera à l'égard des antifascistes espagnols malgré les conseils de l'égoïsme, malgré la canaille stalinienne.

Nous réclamons plus que jamais des vivres pour l'Espagne, camarades !

30 décembre 1937.

Monsieur l'Ambrassadeur,

Nous apprenons à l'instant que les camions de la section de Perpignan en partance pour l'Espagne et contenant des vivres, vêtements (dons ou paquets individuels) n'ont pu pénétrer en Espagne par décision des douaniers espagnols de Port-Bou. Nous demandons de faire un gros effort afin que nos prochaines listes de souscription soient plus étoffées encore que celle-ci. Et d'avance nous les en remercions.

O. Biquard, 50 fr.; Tinguet, 10 fr.; Contreras, 100 fr.; Candela, 120 fr.; Quelques Syndicats du Havre, 12,000 fr.; liste n° 459 (Rotativistes-Sangliers Livre Parisien), versé par Comeau, 150 fr.; liste n° 490 v. par Guyard, 140 fr.; liste n° 16 v. par Maurice Germain, 28 fr.; liste n° 558 v. par Gilar, 128 fr.; Mme B. Dely, 250 fr.; liste n° 13 (Métro Pompes) v. par Charlot, 75 fr.; Guillenot, 15 fr.; Sandiego, 10 fr.; Charbonnier, 100 fr.; Candela, 120 fr.

Liste n° 13 versée par Jacomin, 42 fr.; liste n° 594 v. par M. Jouet, 61,50; Franchini, 60 fr.; liste n° 600 v. par Léon, 175 fr.; liste n° 21 v. par M. Germain, 28 fr.; liste n° 465, 577, 578 v. par Loison, 430,50; liste n° 559 v. par Gilar, 114 fr.; liste n° 581 v. par Chabanon, 36 fr.; liste n° 584 v. par Planzer, 230 fr.; quatre coupains de la fonte (Gnôme et Rhône), 55 fr.; Candela, 120 fr.

Liste n° 13 versée par Piante, 42 fr.; liste n° 594 v. par M. Jouet, 61,50; Franchini, 60 fr.; liste n° 600 v. par Léon, 175 fr.; liste n° 21 v. par M. Germain, 28 fr.; liste n° 465 v. par Gilar, 128 fr.; liste n° 581 v. par Chabanon, 36 fr.; liste n° 584 v. par Planzer, 230 fr.; quatre coupains de la fonte (Gnôme et Rhône), 55 fr.; Candela, 120 fr.

Liste n° 602 versée par Piante, 42 fr.; liste n° 10 fr.; Berger, 10 fr.; Devallol, 5 fr.; Mulet, 5 fr.; Baudet, 10 fr.; Personne, 10 fr.; liste n° 603 v. par Lainé, 95 fr.; Boucher André, 25 fr.; liste n° 10 v. par Bouchard, 113 fr.; liste n° 23 v. par M. Germain, 20 fr.; liste n° 607 (A.O.I.P.) v. par Grenier, 214,75; liste n° 457, 458, 448 (Rotativistes-Sangliers du Livre Parisien) v. par Comeau, 482 fr.; liste n° 365 v. par Roméo, 178 fr.; liste n° 22 (Métro Pompes) v. par Charlot, 70 francs.

Liste n° 603 versée par Trachsel, 62 fr.; liste n° 594 v. par M. Jouet, 61,50; Franchini, 60 fr.; liste n° 600 v. par Léon, 175 fr.; liste n° 21 v. par M. Germain, 28 fr.; liste n° 465 v. par Gilar, 128 fr.; liste n° 581 v. par Chabanon, 36 fr.; liste n° 584 v. par Planzer, 230 fr.; liste n° 585 v. par Leboucher, 86 fr.; liste n° 586 v. par Lainé, 95 fr.; liste n° 587 v. par Roche, 65,50; liste n° 976 v. par Roche, 65,50; liste n° 21 (sommes reçues au Centre) 1,428 fr.; liste n° 974 v. par M. Jouet, 45,50; liste n° 846 (A.O.I.P.) v. par Dufour, 97 fr.; liste n° 968 (Ets Delaunay-Bellevalle) v. par Leleux Marcel, 106 fr.; liste n° 716 v. par André, 55 francs.

Liste n° 927 versée par H. Gossé, 53 francs; liste n° 1,128 v. par Roux, 120,50; liste n° 471 v. par Groupe 19, 121 fr.; liste n° 1,055 v. par M. Germain, 133,50; liste n° 691 v. par Tunison, 65 fr.; liste n° 695 v. par Delarbre E., 20 fr.; liste n° 976 v. par Roche, 65,50; liste n° 985 v. par Bernico, 27 fr.

Liste n° 975 (A.O.I.P.) versée par Grenier, 325,50; liste n° 1,432 v. par Loison, 121 fr.; liste n° 1,433 v. par Loison, 137,50; liste n° 691 v. par Tunison, 65 fr.; liste n° 695 v. par Delarbre E., 20 fr.; liste n° 976 v. par Roche, 65,50; liste n° 985 v. par Bernico, 27 fr.

Liste n° 974 versée par Piante, 42 fr.; liste n° 974 v. par M. Jouet, 45,50; liste n° 846 (A.O.I.P.) v. par Dufour, 97 fr.; liste n° 968 (Ets Delaunay-Bellevalle) v. par Leleux Marcel, 106 fr.; liste n° 716 v. par André, 55 francs.

Liste n° 927 versée par H. Gossé, 53 francs; liste n° 1,128 v. par Roux, 120,50; liste n° 471 v. par Groupe 19, 121 fr.; liste n° 1,055 v. par M. Germain, 133,50; liste n° 691 v. par Tunison, 65 fr.; liste n° 695 v. par Delarbre E., 20 fr.; liste n° 976 v. par Roche, 65,50; liste n° 985 v. par Bernico, 27 fr.

Liste n° 975 (A.O.I.P.) versée par Grenier, 325,50; liste n° 1,432 v. par Loison, 121 fr.; liste n° 1,433 v. par Loison, 137,50; liste n° 691 v. par Tunison, 65 fr.; liste n° 695 v. par Delarbre E., 20 fr.; liste n° 976 v. par Roche, 65,50; liste n° 985 v. par Bernico, 27 fr.

Liste n° 974 versée par Piante, 42 fr.; liste n° 974 v. par M. Jouet, 45,50; liste n° 846 (A.O.I.P.) v. par Dufour, 97 fr.; liste n° 968 (Ets Delaunay-Bellevalle) v. par Leleux Marcel, 106 fr.; liste n° 716 v. par André, 55 francs.

Liste n° 927 versée par H. Gossé, 53 francs; liste n° 1,128 v. par Roux, 120,50; liste n° 471 v. par Groupe 19, 121 fr.; liste n° 1,055 v. par M. Germain, 133,50; liste n° 691 v. par Tunison, 65 fr.; liste n° 695 v. par Delarbre E., 20 fr.; liste n° 976 v. par Roche, 65,50; liste n° 985 v. par Bernico, 27 fr.

Liste n° 975 (A.O.I.P.) versée par Grenier, 325,50; liste n° 1,432 v. par Loison, 121 fr.; liste n° 1,433 v. par Loison, 137,50; liste n° 691 v. par Tunison, 65 fr.; liste n° 695 v. par Delarbre E., 20 fr.; liste n° 976 v. par Roche, 65,50; liste n° 985 v. par Bernico, 27 fr.

Liste n° 974 versée par Piante, 42 fr.; liste n° 974 v. par M. Jouet, 45,50; liste n° 846 (A.O.I.P.) v. par Dufour, 97 fr.; liste n° 968 (Ets Delaunay-Bellevalle) v. par Leleux Marcel, 106 fr.; liste n° 716 v. par André, 55 francs.

Liste n° 927 versée par H. Gossé, 53 francs; liste n° 1,128 v. par Roux, 120,50; liste n° 471 v. par Groupe 19, 121 fr.; liste n° 1,055 v. par M. Germain, 133,50; liste n° 691 v. par Tunison, 65 fr.; liste n° 695 v. par Delarbre E., 20 fr.; liste n° 976 v. par Roche, 65,50; liste n° 985 v. par Bernico, 27 fr.

Liste n° 975 (A.O.I.P.) versée par Grenier, 325,50; liste n° 1,432 v. par Loison, 121 fr.; liste n° 1,433 v. par Loison, 137,50; liste n° 691 v. par Tunison, 65 fr.; liste n° 695 v. par Delarbre

Solidaridad internacional antifascista

Carta de un republicano

No podéis imaginar, queridos camaradas, con cuanta satisfacción he visto aparecer la organización de la S.I.A. Y os digo QUERIDOS CAMARADAS, a pesar de que comprendo muy bien que los iniciadores de esta obra no pertenezcan a mi partido.

Porque, en estos momentos, somos camaradas de lucha. Durante los combates, en lo más fuerte de la pelea, desaparecen las diferencias entre los hombres, que no son más, en tales momentos, que un conjunto cuyas partes integrantes están por igual interesadas en defenderse.

Siento que esta labor no haya partido de nuestras filas, es decir de las filas del partido en que militó. Porque es un honor para los que tuvieron la idea de llevarla a cabo, y que lo están haciendo.

No hay un republicano sincero que no pueda estar de acuerdo con la S.I.A., y entre mis correligionarios que conozco, no he encontrado sino alabanzas por tan noble empresa. Esto se comprende.

El que manifestara disconformidad sería antirrepublicano en grado sumo, puesto que el republicanismo, tal como lo defendieron siempre nuestros grandes pensadores, y jefes, es por excelencia antifascista. Combatir el fascismo es el primer deber de los republicanos verdaderos, y debemos por lo tanto aplaudir todo lo que aparezca para hacer más seguro el triunfo.

Hasta este momento, las democracias y los demás pueblos del orbe no parecen haberse dado cuenta de que hay lucha en España, de que nos estamos desangrando. Conviene despertarlos. Conviene que nuestra voz y nuestras necesidades lleguen hasta ellos. Y ¿qué mejor medio para lograrlo que una institución como la vuestra, en la cual todos los antifascistas están hermanados de verdad?

Hemos hablado mucho de unión en todos estos tiempos, pero la hemos practicado mucho menos de lo que nuestras palabras dejaban suponer. El resultado, lo hemos visto. No hay más que una verdad: o nos unimos sinceramente, apretamos los codos y sobre la base de un respeto mutuo seguimos adelante, o caemos todos víctimas de Franco.

Estas consideraciones me hacen pensar que habéis hecho muy bien, y deseos de todo corazón, que bajo la bandera única de la S.I.A., todos los antifascistas permanezcan en apretado haz, para apartar de la evolución de los pueblos este formidable obstáculo que se le ha atravesado.

Juan GIMÉNEZ,
Castellón de la Plana
(5 de diciembre de 1937.)

Significado de algunas cifras

Hay aproximadamente, en la parte de territorio ocupada por los antifascistas, diez millones de personas. Si calculamos ciento cincuenta gramos diarios de pan, por cada una, lo cual es una miseria puesto que las colectividades daban quinientos gramos de promedio por persona, hace falta diariamente un millón quinientos mil kilos de pan.

Pero esto sería admisible — no suficiente — en la hipótesis de que hubiese carne y legumbres en cantidad suficiente. Haría falta también otro tanto de carne. Y estamos lejos de la cuenta.

Palatas? Contemos un kilo diario por familia de cinco personas. Son dos millones cada día. Estamos también lejos de la cuenta.

Garbanzos? Pongamos un cuarto de kilo por una familia de cinco personas. Son quinientos mil kilos por día.

Azúcar? A cuarenta gramos por día, y persona, son cuatrocientos mil kilos, es decir 2.800.000 de kilos por semana.

Pero no comemos solamente pan, garbanzos, patatas, azúcar y carne. Nos hacen falta otros muchos alimentos. Si nos limitamos, sin embargo, a lo señalado, debemos tener en cuenta que casi todo ese escasez.

En leche, la parte de España que poseemos sólo nos permite obtener unos veinte litros por habitante al año. Las vacas están casi todas concentradas en Asturias, Galicia, Vizcaya. ¿Qué hacer con tan poca cantidad? Os representáis lo que esto significa para el que no tiene a los pequeños que no tienen el seno materno?

Y aun cuando lo tengan, ¿qué alimento puede contener el pecho de las mujeres tan mal alimentadas como son las nuestras?

La inmensidad de las cifras que hemos reproducido puede asustar. Pero no es asustándonos cómo podemos vencer los obstáculos. Sea como sea, estamos en la lucha y hay que sostenerla. Sea como sea, debemos procurar, si no todo, ya que una parte se consigne en España, por lo menos un porcentaje elevado de lo que allí se precisa para que los combatientes no caigan de inanición.

Repetimos lo que ya dijimos en el primer número de esta página: los fasciosos tienen en mano las mejores tierras trigueras, las regiones ganaderas y pastureras. El ganado nuestro incluso, carece muchas veces del alimento imprescindible.

Tal es la verdad que no se remedia con discursos ni con palabras optimistas, sino con hechos.

Releed las cifras que presentamos, y que son irrefutables. Ved lo enorme del esfuerzo por cumplir, y cumplid cuanto podáis. Cada uno por su lado, que los ríos se componen de gotas de agua. Pero si las gotas no caen, no hay ni río, ni arroyo posible.

Nuestro festival del 15 de enero

El 15 de enero tendrá lugar el festival organizado por la S.I.A., en la sala de la Mutualidad.

Los beneficios de este acto serán destinados a ayudar a los niños de la colonia de Llensa, representados por seis de sus compañeros, que han llegado ya a París.

Se ha preparado al respecto un programa selecto, cuyos detalles se encontrarán en la página francesa de la S.I.A. Los más exigentes podrán estar satisfechos.

En lugar de ir al cine, vendrá al festival. Y no solamente vendrá, sino que vended entradas.

Es para los doscientos huérfanos de la Colonia de Llensa, los doscientos niños cuyos pa-

Lo que dice Antonio Ortiz

El compañero Antonio Ortiz, que mandó durante tanto tiempo la División Júbert, en el frente de Aragón, y cuyas tropas, con él mismo, hicieron tanto en la toma de Bechite, escribe, a propósito de la S.I.A., lo siguiente:

« El movimiento de solidaridad humana que S.I.A. preconiza, significa el resurgir de un sentimiento que parecía alejado por la opresión en el corazón del proletariado mundial. »

« Para nosotros, los revolucionarios españoles, que tantos vínculos de amistad tenemos con el proletariado y el pueblo francés, la ayuda que se nos presta por medio de la S.I.A. en Francia representa un alentador impulso que nos obliga y ayuda a sostener, con mayor coraje y fe, si cabe

todavía, la lucha empeñada contra el fascismo internacional en nuestro país. »

« Lucha que para nosotros es una acción decisiva contra la tiranía y el obscurantismo, causas de guerra, y un esfuerzo en favor de la solidaridad y del amor entre los pueblos, lo que significa la paz. »

« Gracias en nombre de los luchadores de la libertad, y también en nombre de los niños, ancianos y mujeres a los que esta guerra cruel deja sin hogar y sin familia. »

« Nosotros, los soldados de la libertad, nos juramentamos para que el fascismo encuentre su tumba en España, y no perturbe la paz de otros pueblos hermanos. »

Antonio Ortiz.

Tu que estas en Francia

Tú que estas en Francia, que te has establecido aquí, por razones diversas,

Tú que has logrado instalarte en un piso, con tu compañera y tus hijos, si los tienes,

Tú que trabajas, que de cualquier modo vives mejor que en España, podrías vivir y vivías, puesto que te quedas aquí,

Tú que disfrutas de la semana de cuarenta horas, y del relativo bienestar que conocen todos los que logran amoldarse a este país:

« ¿Qué haces para España? »

Si, ¿qué haces? No puedes rehuir la contestación. No te lo permitiremos. Te la repetimos, te acosamos con ella en lo más íntimo de tu conciencia, a pesar de todos los subterfugios, a pesar de todos los pretextos que quieras esgrimir para defenderte.

« QUE HACES PARA ESPAÑA? »

Díralo lo que quieras, pero sabemos que puedes distraerse semanalmente algunos franceses de tu sueldo para apoyar a los que, allí, sufren lo indecible, y caen a millares a fin de que puedas volver, mañana, a vivir en tu pueblo, en tu ciudad, en tu región, mejor que antes.

Lo que allí ocurre puede no preocuparte en estos momentos. Pero los que están desangrándose para asegurar un porvenir más libre y más feliz, tendrán derecho de prohibirte, una vez lograda la victoria, que vengas a disfrutar de sus frutos puesto que nadie habrá hecho para asegurártolos.

Te crees tal vez libre porque estás aquí. Pero ¿no sabes que el fascismo en España es casi irremediablemente, en un año o dos, el fascismo en Francia, y que aquí estarás más perseguido de lo que podrás serlo con Franco, por la doble razón de no ser fascista, y de ser extranjero?

Un poco más temprano, un poco más tarde, sufrirás las consecuencias de tu inacción, de tu indiferencia. Todas las faltas se pagán. Pagarás la tuya.

Tú que vives aquí, intensamente feliz, en comparación con lo que está viviendo la población antifascista de España,

« Elegí: »

O ayudar actualmente, con un desembolso de un dos por ciento de tu salario, o ser en un próximo futuro un nuevo Judío errante, arreado, con tu compañera y tus hijos, a latigazos de un país a otro;

O ser uno de los nuevos asesinados por el fascismo;

Y ver antes hacer sobre tu compañera y tus hijos lo que tantos republicanos, socialistas, comunistas, anarquistas, liberales, hombres dignos han visto hacer en España.

« No comprendes que esto no es cuento de niños, sino tragedia real, tremenda, horrenda, en las tres quintas partes de España? »

Y para que esto no te suceda mañana, ¿no darás el dos por ciento de tu salario?

Deberías hacer mucho más. Deberías fundar secciones de la S.I.A., aunar las voluntades, despertarlas, como los pasajeros y la tripulación de un buque harían si de su esfuerzo dependiera enderezar el rumbo, y evitar los escollos contra los cuales todos habrían de venir a estrellarse.

Si no te entregas a esta labor, por lo menos, haz lo otro: aporta semanalmente dos o tres kilos de lentejas, de habichuelas, de garbanzos, de azúcar, de bacalao, de sémola, de pastas alimenticias...

Hazlo, y al entregarlo, no pienses, no digas que ayudas a los combatientes de España, a la población mártir atormentada por todas las fieras de la reacción internacional.

Di: « Traigo esto para defenderte, para no tener, dentro de poco tiempo, que saltar por la ventanera huyendo de los perseguidores, para no tener que esconderme por los caminos, hambriento, hambriento, acorralado como una fiera por el fascismo triunfante;

Para no ser detenido, encarcelado, o metido en algún campo de concentración, sucio, piojoso, famélico, desesperado;

Para no estar torturado por la pregunta de lo que es de los míos, de si tienen o no hambre, de si están también perseguidos, de si ella no es pasto carnal de los brutos, de si ellos no están separados, y tratados a golpes, de si no se les manda, sin ropa, sin alimento, junto con otros muchos, en dolorosa procesión de mártires, a los franquistas.

Di y ate a ti mismo que es para evitarte estos horrores que traes semanalmente dos o tres kilos de legumbres, o de lo que sea; para no ser asesinado tal vez, y que los tuyos no lo sepan.

Así no mentirás. Así comprenderás el problema bajo su verdadero aspecto.

Pero, si no eres capaz de hacer lo que te pedimos; si soportas la pérdida de cincuenta, sesenta, ochenta, noventa francos un día de fiesta, y no «quieres» dar ocho o diez para nuestros heroes y nuestros mártires,

Si el egoísmo es en ti tan grande, no sigas llamándote antifascista.

Eres digno del fascismo. Lo mereces. Porque se merece lo que se puede evitar, cuando no se hace el gesto que aleja el peligro.

Mereces las persecuciones de mañana, ser acosado como una fiera, y sufrir todas las torturas morales y materiales que el fascismo te infligirá.

Unos dan su integridad física, su sangre, su juventud, su equilibrio nervioso, psíquico, mental, su vida, y aguantan los diluvios de metralla y fuego, la escasez de alimentos, el frío, las visiones de pesadilla de la guerra moderna.

Tú, das — o no das — tres kilos de legumbres secas, de azúcar por semana.

Fíjate en la diferencia. Y ayuda. O sufre, mañana, todo lo que tantos han sufrido.

Lo tendrás merecido.

Notas desde España

MADEJAS DE LANA

Estamos pasando frío. Lo pasan, sobre todo, los niños, los ancianos, las mujeres. Hay poca ropa, y está cara. Nuestros milicianos, atentados al mejor posible, no tienen siempre todo lo que sería deseable. Si sus madres, compañeras, hermanas pudieran, les mandarían ropa. Pero no siempre es posible, porque está por las nubes en razón de su escasez.

Varias compañeras con las cuales he hablado me dijeron que si tuvieran lana, harían esa ropa ellas mismas. Es una sugerencia que he recogido al vuelo, y que someto a los compañeros de la S.I.A., en Francia, para que la aprovechen.

No vale la pena tejernos ropa, porque las mujeres pueden y deben hacerlo. Por otra parte, no siempre es posible comprarla hecha, porque hasta en Francia cuesta caro. Pero comprar una, dos, tres madejas de lana resulta a menudo posible. Y con esto, aquí, fabricaremos las prendas.

« Madejas de lana, madejas de lana! Mandadlas. Hacen falta. Y no creo que el que trabaja no pueda desprendese de lo que cuesta uno de esos ovillos de materia prima, con los cuales haremos aquí, un par de calcetines, o de guantes, una bufanda, una chaquetita, y otras cosas tan necesarias.

LA S.I.A. Y LOS BOMBARDEOS

Han pasado los aviones de presa, como buitres, o peor que los buitres puesto que, según se pretende, los buitres comen los cadáveres mientras éstos matan lo que vive.

Han pasado y han dejado caer sus bombas. Sin objetivo militar, sin atacar puntos estratégicos o de valor técnico. Solamente quieren matar. Soldados, civiles, mujeres, ancianos, enfermos, lo que sea. El caso es matar.

Y han matado, los canallas, han matado, como en otras ocasiones. Porque para estar seguros del golpe, han tirado sus bombas en las barriadas populares, para hacer víctimas puestas que la población es más densa, y para vengarse de los trabajadores que, bien lo saben, son el nervio de la resistencia.

Ruidos tremendos. Sirenas. Se apagan.

GRACIAS

Debo dar, a los compañeros que desde Francia nos ayudan, las gracias de un grupo de milicianos. De un grupo de milicianos heridos, que he conocido hace dos días en un hospital de Barcelona.

Venían de Teruel. Habían recibido una o varias balas, uno o varios cascos de metralla. Se pudo evacuarlos, y como tenemos muchos heridos, los que podían ser trasladados lejos, los menos graves, fueron enviados a Barcelona.

Y al ocuparme yo de ellos, tuve la alegría de que una compañera trajera algo de chocolate, de café caliente y de galletas a esos compañeros. No era mucho, pero lo acogieron con un entusiasmo conmovedor. Como el chocolate escasea por aquí, se informaron de donde venía. Se les dijo que de la S.I.A. Vitorearon a la S.I.A. Ayudó a que se ocupara de ella, me rogaron transmitir las gracias a sus organizadores.

Está hecho. He cumplido mi papel de buzon. Pero quiero recordaros que son pocos los que reciben chocolate o lo que sea, y que necesitamos más de todo esto, pero mucho más. Tendré en cuenta.

ANTIFASCISTA.

La S.I.A. avanza

No regateamos los esfuerzos, pues sabemos que sólo a este precio se logran las victorias. Si hubiésemos sacrificado en el sacrificio el 19 de julio, ya estaríamos todos muertos, y toda España estaría sometida al fascismo.

Por esto, hemos emprendido la constitución de la S.I.A., con ardor, viendo grande, con la premura y la actividad que las circunstancias exigen. Instigamos a que se creen secciones, a que se peguen carteles por todas partes, a que se reparta nuestro Manifiesto inaugural, a que se busquen socios, cotizantes.

De muchos pueblos se nos escribe aprobando nuestra actitud. Se piden carteles, manifestos, carnets, sellos para las cotizaciones. En gran número de lugares compañeros antifascistas de las más variadas tendencias, que solicitan instrucciones, constituyen núcleos, se entrevistan con personas conocidas para coordinar con ellas la acción. Daremos, para que se vea la actividad desplegada por los antifascistas españoles, extractos de algunas cartas recibidas. Compañeros organizadores de la S.I.A.

« He leído con entusias

Le capitalisme d'Etat point de jonction du fascisme et du stalinisme

(Suite de la première page)

Le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif reposent entre les mains des mêmes personnes, et le pouvoir judiciaire est, en réalité, absolument à leurs ordres. Le parti, le groupement qui exerce la dictature est subordonné lui-même entièrement à un chef; celui-ci est ainsi le véritable dictateur de la nation fasciste.

Dans le domaine économique, le fascisme comporte une augmentation considérable de l'exploitation du prolétariat. Les salaires sont bas, l'intensité du travail est accrue. Les conquêtes ouvrières sont annihilées, et les syndicats ne sont plus que des organismes d'Etat qui permettent au gouvernement le développement de son contrôle sur la classe salariaire.

Lorsqu'on étudie les transformations issues du fascisme sur le plan économique, une évolution d'importance capitale requiert l'attention. Dans nos démocraties capitalistes, les gouvernements ne sont que les officiels représentants des pouvoirs économiques. Le masque des forces d'argent. Il en fut de même dans les Etats fascistes italien et hitlérien au début de leur ère, l'instauration du nouveau régime ayant eu pour but primordial de maintenir l'exploitation des classes travailleuses au profit de la bourgeoisie, de briser les possibilités de révolution sociale, et les subventions nécessaires aux mouvements fascistes, leur ayant été fournies par le haut capitalisme.

Le cours des années qui suivirent la prise du pouvoir, les chefs politiques du fascisme acquièrent progressivement une large influence dans le domaine de l'Economie; un processus lent, mais sûr, tend à unifier les pouvoirs politique et économique, à les unir dans les mêmes mains. Rapelons brièvement les contributions financières auxquelles durent faire face les industriels du III^e Reich et les impositions qui touchèrent, en 1937, l'industrie et la propriété immobilière d'Italie. Les capitalistes allemands et italiens s'inclinent; suivre une autre voie ne leur était point possible.

Il importe grandement à un gouvernement fasciste d'agir avec efficacité sur la psychologie des masses. Il lui faut créer et cultiver un fond de résignation dans l'âme populaire, faire admettre aux asservis l'impossibilité d'échapper à leur asservissement, la criminelle folie d'une tentative en ce sens.

D'autre part, les chefs du fascisme développent dans leur peuple une mystique de supériorité. Ce peuple finit par se considérer comme une sorte de nation élue, appelée à dominer dans les combats. L'esprit guerrier trouve ici un terrain favorable à sa croissance.

L'éducation, la détermination de conceptions nouvelles dans la jeunesse (Front du Travail, avant-gardistes, balillas) joue dans cette influence psychologique un rôle de premier plan. La religion apporte également un grand appui aux entreprises d'orientation des cerveaux; pourtant, nécessairement, les religions chrétiennes: la connaissance allemande de Dieu, prônée par Luddendorff, agit dans un autre sens que le christianisme, mais n'en exerce pas moins une action profitable au régime.

Dirigeons maintenant nos observations vers l'U. R. S. S.; tenons compte des caractères du fascisme énumérés ci-dessus, et comparons... en toute bonne foi!

Dans le pays de construction du socialisme ne se trouve, comme sous la croix gammée ou sous le faiseau, aucune liberté d'organisation, de réunion, d'expression, aucun journal libre, aucune littérature indépendante. La discussion sociale et économique n'est pas admise. Tout est surveillé, contrôlé, mesuré par l'appareil de dictature. Il faut approuver ou se faire prudemment. Le gouvernement de Staline — Staline lui-même — détient pouvoir exécutif et pouvoir législatif, et les tribunaux sont à sa disposition d'une manière absolue.

La Constitution nouvelle adoptée, en décembre 1936, par le VIII^e Congrès extraordinaire des soviets, toute célébrée qu'elle fut, par la presse communiste, comme un merveilleux exemple de démocratie offert aux peuples du monde, n'est, en réalité, démocratique que dans le domaine théorique. Illusions et mensonges de plus! Des

preuves suffisantes viennent d'en être fournies par les récentes élections au Conseil suprême, qui constituent seulement une impie comédie.

La Constitution du 6 décembre 1936 apporte aux masses ouvrières et paysannes russes la possibilité de désigner leurs représentants au Conseil de l'Union et au Conseil des nationalités au moyen d'un scrutin égal, direct et secret. Des déclarations faites à ce propos par Staline, le 1^{er} mars 1936, au journaliste américain Ray Howard, et donnèrent lieu à une brochure du Parti communiste russe, « Les élections seront secrètes », disait Staline, « parce que nous voulons donner aux citoyens soviétiques pleine liberté de voter pour ceux qu'ils veulent élire. des millions d'électeurs écarteleront les candidats incapables, ils les biffent des listes. » La loi électorale du 7 juillet 1937 envisageait des candidatures multiples par circonscription. L'électeur devait, dans l'isoloir, biffer sur ses bulletins les noms des candidats non choisis par lui.

Voyons en quoi furent bien vite rompus toutes ces promesses: Dans chaque localité, une commission électorale contrôlée par un homme de confiance fut chargée de désigner un seul candidat. Les candidats choisis furent, comme de juste, des hommes qui dominaient au gouvernement de Staline toute garantie. Ils furent présentés aux travailleurs des usines, des kolkhozes, etc., au cours de meetings populaires; ils durent y être acceptés, le volet étant, ici, public, à main levée. Il s'agissait, en réalité, en cet instant, des véritables élections. Lors du scrutin secret, la possibilité d'user de bulletins blancs avait été enlevée aux travailleurs russes; ils ne pouvaient, d'autre part, s'abstenir de voter. (L'épuration augmentait encore chez eux une nécessaire prudence.)

En ce qui concerne la répression, remarquons simplement qu'elle atteignit un degré ignominieux dans la liquidation des « espions trotskistes, des saboteurs et des diversionnistes rykovo - boukharmistes » comme sont dénommés, dans « la patrie socialiste », les communistes d'opposition. Dans ces circonstances, les tribunaux russes montrèrent clairement, une fois de plus leur totale dépendance.

Entre autres éléments, la multiplicité des salaires, les écarts existant entre eux (différences supérieures à celles constatées dans un pays comme les Etats-Unis), le stakhanovisme indiquent que l'exploitation d'un prolétariat au profit d'une classe dominante n'est nullement supprimée en U. R. S. S., qu'elle y bat au contraire son plein.

Nous sommes, dans « le pays du socialisme », en plein domaine du capitalisme d'Etat (terme employé dans le sens d'aujourd'hui que lui donneront les libertés, non dans le sens que Wilhelm Liebknecht lui donna naguère).

Il n'est pas nécessaire d'examiner longuement les effets moraux, psychologiques que le gouvernement de Staline cherche à déterminer dans le peuple russe, pour assurer sa propre domination. La presse soviétique — et la presse communiste française — indique que les staliiniens ne lèvent en rien au fascisme à cet égard: la démocratie en U. R. S. S., la patrie des travailleurs, le chef bien-aimé, le père des peuples, etc... tout ce qu'il faut pour abuser considérablement — ou, tout au moins, le tenter — des générations d'ouvriers et de paysans.

L'examen du régime russe dans les domaines politique, économique, psychologique montre que l'on peut, sans la moindre hésitation, considérer ce régime comme le type même du fascisme. Dans leur évolution, les Etats fascistes italien et allemand tendent vers le capitalisme d'Etat, forme économique distinctive de l'U.R.S.S. L'économie russe constitue donc le terme final de l'évolution économique des nations fascistes. Elle est l'économie fasciste intégrale, entièrement réalisée.

Le temps des démocraties bourgeois étant écoulé, le capitalisme d'Etat sera la forme sociale vers laquelle s'achemina inévitablement le monde, si une révolution prolétarienne générale, de caractère communiste et libertaire, ne l'orienté vers d'autres destins.

GILBERT ROLLET.

SAVEZ - VOUS QUE...

A COTE DE LA GREVE DES TRANSPORTS

À un moment où nos camarades des transports mènent le combat pour le renouvellement de leur contrat collectif, il nous a paru nécessaire de donner quelques indications sur leur plus important adversaire, le trust Hachette, qui, bien que n'exploitant pas lui-même son service de livraison, est par les liens des alliances financières et autres, un des propriétaires de ces compagnies.

Fondée en 1826, par Louis-Christophe Hachette, fils d'un pharmacien parisien et répétiteur dans une boîte à bâchot, peu de temps, d'ailleurs, car on le retrouve comme l'un des fondateurs du Comptoir National d'Escompte sous le second Empire. En même temps qu'il devenait un des fondateurs de la papeterie d'Essonne, qui est devenue la grosse papeterie Darblay.

La maison Hachette d'affaire familiale au début, devant son importance grandissante, devait en 1864, se transformer en Société Anonyme au capital de 55.000.000 (55 millions). En 1910, son capital avait en bourse une valeur d'environ 238 millions soit le quadruple du capital initial, les actions émises à 500 francs, rapportent annuellement 85 francs soit net 17%, l'affaire étant de premier ordre au point de vue financier elle tombe très rapidement sous la coupe des banques, en l'occurrence, la Banque de Paris et des Pays-Bas, la composition de son Conseil d'administration est à ce point de vue significatif:

Président Edmond Fouret, administrateur de la Banque de Paris et des Pays-Bas; Marioni, de l'Immobilier des Champs-Elysées; Horace Finaly, ex-directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas;

Louis Hachette, représentant direct de la famille;

René Hachette, administrateur de plusieurs compagnies d'assurances dont « la Baloise », compagnie franco-suisse;

Maurice Labouret;

Menier du Houssay, représentant de l'aristocratie financière.

La compagnie Hachette dispose d'un pouvoir considérable par sa position unique dans la distribution des imprimés. Presque toutes les maisons d'éditions se trouvent entre les mains de Hachette par le fait qu'elle dispose depuis cinquante ans du monopole exclusif de la vente et des transports de tous les imprimés sur tous les réseaux de chemin de fer en France. Elle ne supporte aucun risque du fait que tous les bouillons sont à la charge des éditeurs qui lui confient leurs publications. Ces faits bien qu'importants par eux-mêmes permettent à la Société Hachette d'exercer sur presque tout ce qui est publié en France une censure absolue.

Le fait suivant démontre suffisamment, Elisée Reclus écrivit un ouvrage de sociologie, véritable chef-d'œuvre de sens et de pensée « L'Homme et la Terre ». La maison Hachette où il avait publié sa grande géographie Hachette qu'il avait enrichie par cette publication refusa délibérément d'écrire le nouvel ouvrage de l'illustré géographe et penseur parce que le chef-d'œuvre montrait que l'évolution du monde tendait vers le communisme libertaire.

Ce qui démontre combien les puissances oligarchiques peuvent impunément atteindre la liberté d'écrire et à la liberté tout court en brisant tous efforts humains pour une société meilleure quand cette amélioration peut nuire à ses intérêts de caste.

Discipline et Anarchie

(Suite de la première page)

Mais la première a ses normes, et la seconde ses règles inflexibles et dures. Et jamais nos théoriciens n'ont confondu l'une et l'autre. Ne voulant pas trop anticiper sur l'avenir, ignorant dans quelles conditions se ferait la révolution qu'ils souhaitaient, et aussi sans doute, parce que cela leur répugnait, ils n'ont pas posé les problèmes de tactique et d'organisation militaires. Mais il est superflu de dire que pas un homme intelligent ignore que du moment qu'une lutte armée comprend de nombreux effectifs à lieu, il est impossible d'éviter ce qu'on appelle la discipline et la centralisation de direction.

Donner des ordres d'un côté, leur obéir d'autre, appliquer et subir des sanctions en cas de refus, n'est pas anarchiste. C'est exact. Mais il ne faut pas confondre ce qui est fait volontairement et ce qui naît sous la pression des circonstances. Ce n'est pas volontairement que nos camarades espagnols font la guerre. Ils la subissent, ils se défendent. S'ils ne se conduisent pas anarchiquement, c'est qu'ils se soumettent par la force aux événements et non à leur désir intime. Ils restent des anarchistes en puissance, en tant que consciences, en tant que volontés décidées à agir selon leurs idées des que cette situation sera passée. Comme nous sommes des anarchistes en puissance, quoique par notre travail nous grossissions le capital, et que par les impôts directs et indirects nous maintenons l'Etat.

Couper une jambe gangrenée, amputer un bras écrasé n'a rien à voir avec l'anarchisme. Il y a ainsi toutes sortes d'actions imposées par la vie qui échappent aux définitions préférées, aux inclinations de notre pensée et de notre cœur. Mais en les abordant, nous sommes obligés de nous rendre à l'évidence. Quand, dans « La Grande Révolution », Kropotkine applaudissait aux victoires des Samoculote, il ne condamne pas les chefs qui les guidaient. Il sait trop bien qu'ils étaient pas les meilleurs. Il sait trop bien qu'ils étaient nécessaires — et nous ne les condamnons pas non plus. Il ne se plaint pas du manque de libre initiative sur les fronts. C'est pour l'arrière qu'il désirait la création spontanée, féodaliste, et les essais au bout desquels le peuple aurait fini par trouver son chemin. Et quand il envisage, très brièvement du reste, la lutte armée, il ne préconise pas non plus l'indiscipline, l'autonomie individuelle, la libre initiative.

« Un peuple qui sera lui-même la force armée du pays, écrit-il, et qui aura su donner aux citoyens armés la cohésion et l'unité d'action nécessaires, ne sera plus commandé ». Observez bien: 1^{er} que ce peuple sera la force armée qui exclut la suppression des formations militaires en temps de révolution; 2^o qu'il aura donné aux citoyens armés la cohésion et l'unité nécessaires, c'est-à-dire qu'il s'occupera activement de l'organisation d'une force combattante spécialisée; et 3^o que cette force aura la cohésion et l'unité nécessaires, c'est-à-dire qu'il n'aura pas de groupes en armes luttant chacun de son côté, sinon un ensemble parfaitement cohérent, ni d'actions isolées sans rapport entre elles, mais une direction générale de la lutte.

Nous n'avons jamais reproché à Makarov d'avoir eu, pour diriger les opérations en Ukraine, un état-major, d'être un chef militaire et d'agir comme tel. Nous n'en faisons pas non plus de grief à nos frères d'Espagne. Bien au contraire: nous sommes orgueilleux des Durru et des Mera, des Casanet et de tant d'autres.

Nous différencions très bien Marceau de Robespierre, et Hoche de Barras.

Et pour demain, pour les luttes prolongées qui pourraient avoir lieu, nous acceptons d'avance la cohésion, l'unité d'action,

ce qu'on appelle couramment discipline et direction, tant que ceux qui exercent cette dernière méritent notre confiance.

Cela, je le reconnais, ne sera pas l'anarchie. Ce sera la guerre. Ce sera le front.

Derrière le front, où nous ne serons pas obligés d'agir sous une menace de mort permanente, nous construirons la vie civile à notre façon. Et c'est là la confusion qu'on ne faut pas faire.

Une époque peut, comme dans le cas actuel de l'Espagne, donner lieu simultanément à la pratique de deux principes opposés, répondant à des fonctions également opposées. Sur le front d'Aragon, nos camarades se sont, depuis longtemps, « militarisés ». Ils ont nommé des chefs, établi une discipline, imposé des sanctions, un commandement, une obéissance. Et à cinq kilomètres du front, et dans tout l'Aragon, les anarchistes avaient instauré le communisme libertaire. Aucun de ceux qui parlent de discipline en désavoue l'organisation libertaire des collectivités, ne préconise une forme autoritaire gouvernementale ou étatiste, de la société naissante. Tout au plus demandent-ils une cohésion d'action, une cohérence dans la production à laquelle, pour n'avoir pas sonné préalablement ces problèmes, ils n'ont pas assez songé.

Une faute donc départager clairement la discipline et l'organisation civile. La lutte transitoire ne doit pas être un modèle pour la paix permanente, nous construirons la vie civile à notre façon. Et c'est là la confusion qu'on ne faut pas faire.

Il faut donc départager clairement la discipline et l'organisation civile. La lutte transitoire ne doit pas être un modèle pour la paix permanente, nous construirons la vie civile à notre façon. Et c'est là la confusion qu'on ne faut pas faire.

Etudiez cette petite histoire de ton pays. Elle a été faite pour toi. Elle n'a pas oublié les paysans, les ouvriers d'autrefois qui ont peiné, qui ont souffert. Nous voudrions que leurs peines et leurs souffrances te fassent mieux aimer les paysans et les ouvriers, tous les travailleurs d'aujourd'hui. Tu aimeras davantage la justice, qui veut que chaque travailleur ait un sort heureux. Tu aimeras davantage la paix, qui conserve pour l'avenir les biensfaits du travail.

En vente au LIBERTAIRE, 9 francs. France recommandé, 10 fr. 80.

Jeunesse A anarchiste C communiste

Le mouvement gréviste et les soldats

Beaucoup de jeunes ouvriers sont à présent dans les casernes qui ont, en mai 1936, mené campagne en faveur de l'élection des candidats de Front populaire.

Leur prochain départ à l'armée les poussait d'autant plus à aider l'avènement au pouvoir des partis de gauche et d'extrême gauche, qu'ils pensaient que ceux-ci tiendreraient leurs promesses si souvent formulées: abrogation de la loi de 2 ans, politique de paix, etc... Combiné dans les jeunes, alors dans les usines, se sont jetés dans le mouvement du juin qu'ils ont abandonné en remettant toute leur confiance dans les nouveaux ministres, dans les « révolutionnaires » du gouvernement et de sa majorité.

Maintenant qu'ils sont dans les casernes, ils voient que leurs frères sont obligés de passer à nouveau à l'action pour sauvegarder les conquêtes de juin 1936. Le gouvernement n'a rien fait pour eux, ni pour eux-mêmes. Les grèves se déclenchent et les jeunes ne courront pas les rues. Le gouvernement de front populaire mobilise les jeunes encasernés, les obligeant à lutter contre leur propre classe.

Ceux qui se battaient en juin, aux côtés de MM. Blum, Chautemps et Thorez des jaunes, des briseurs de grèves.

Les moyens ne manquent pas.

La G. A. de la J. A. G.

sont intéressants qu'en tant que défenseurs de la Patrie.

L'Avant-Garde consacre des colonnes entières à des fausses sur la façon de confectionner convenablement un paquetage, ou sur la joie d'être soldat qui ressent bien tardivement Raymond Guyot-Déroulé, mais n'a pas une ligne pour citer les nombreuses lettres qu'elle reçoit des jeunes soldats qui lui font toujours confiance.

« L'Human » se fait, le « Popu » se fait, toute la presse se fait et se fait la complicité des bouciers. Quando les encasernés reviendront dans la vie normale ils sauront que les a défendus.

Jacques Sanvignes.

Le Coin

des Encasernés

Nous recevons d'une garnison de l'Est cette lettre dont nous extrayons les passages essentiels :

Comment on nous soigne

... Je m'aperçois que ma joue avait enflé dans la nuit. J'avais terriblement mal. Je me présentai à la visite après m'être fait porter « consultant ». Le médecin chef, après avoir inspecté l'intérieur de ma bouche se mit à hurler: « Mais c'est un abcès dentaire, ce n'est tout de même pas moi qui vais vous soigner ça, il faut vous faire porter « consultant dentaire ». »

Il faut vous faire porter « consultant dentaire ».

« Mais c'est un abcès dentaire, ce

PARIS-BANLIEUE

PARIS I-II

Le groupe organise le samedi 8 janvier à 21 heures, 24, rue de l'Arbre-Sec, une grande réunion publique et contradictoire où prendront la parole Aurèle Patomé et Eustache.

Un appel pressant est fait à tous les révolutionnaires et sympathisants pour qu'ils soient présents à cette réunion. Toutefois la réunion du groupe aura lieu vendredi pour la distribution de tracts; les adhérents sont priés d'être là.

PARIS XI-XII

Notre groupe a pris un assor admirable depuis notre premier appel. Les camarades se réunissent régulièrement et mènent une propagande très active dans nos arrondissements prolétariens.

Le groupe a maintenant son local et si nous nous réunissons encore au 6, rue Saint-Bernard, bientôt nous serons chez nous; les camarades qui hésitent encore ne doivent plus tarder à adhérer et participer ainsi à notre travail de débouvrage de crânes.

La solidarité à nos camarades espagnols n'est pas le moindre de nos soucis, c'est pourquoi nous avons d'embée soumis à la formation d'une section de la S. I. A. et apporté notre appui à la réunion publique de la S. I. A. qui se tiendra le mercredi 12 janvier, à 20 h. 30, au 6, rue Popinigis (11e).

Les sympathisants ne manqueront pas cette réunion. Quant aux anarchistes ils seront les premiers à répondre à l'appel de nos camarades espagnols. — Le Groupe.

Pour le groupe, voir les communiqués.

PARIS-XIII

Le groupe organise une réunion publique et contradictoire le vendredi 14, à 21 heures, à l'Ecole 6, avenue d'Italie, où prendront la parole Ringeard, Eustache, Roland. Sujet : Ce que veut l'Union Anarchiste.

Un appel est fait aux anarchistes de toutes tendances pour leur présence à cette réunion, dont le sujet est, dans cet arrondissement, d'actualité. — Eustache.

BANLIEUE-SUD

(Groupe intercommunal)

Pour l'année qui commence, le groupe continuera dans sa forme actuelle et se réunira maintenant tous les vendredis, à 20 h. 30, à la salle de Stains qui a le honneur, comme Montfermeil, d'être dotée d'un conseil et d'un maire communiste.

Et quoique la réponse de certains est, que Stains n'est pas Montfermeil, nous affirmons qu'il est le digne pendant.

TOUS SOLIDAIRES

Sur l'initiative de la municipalité, un Comité d'entraide pour aider l'enfance malheureuse vient de se constituer à Stains.

Pour que les ressources soient plus abondantes, nous faisons appel à tous les groupements et sociétés, sans distinction d'opinions.

Les petits ont froid.

Pour leur donner un chandail, souscrivez.

Réservez bon accueil aux enfants et personnes qui viendront vous solliciter :

M. le Curé de Stains ;

Mme la Sœur Supérieure ;

Mesdemoiselles Chevret et Léveillé ;

Comité des Chômeurs ;

Union nationale des Combattants ;

Association Républicaine des Anciens Combattants ;

Comité national des femmes ;

Section communiste de Stains ;

Jeunes filles de France ;

Secours populaire de France.

Pour la Municipalité,

Le Maire : Chardavone.

P. S. — Remarquons que les noms des organisations d'anciens combattants sont écrits en toutes lettres sans doute pour tromper les moins avertis. Lisons l'A.R.A.C. et l.A.N.C.

Le Comité des femmes a supprimé : contre la guerre et le fascisme. Simple signe des temps.

Le Groupe libertaire.

SURESNES

Le groupe libertaire autonome de Suresnes, à l'issue de sa réunion du mercredi 22 décembre, décide à l'unanimité des camarades présents, de donner son adhésion à l'Union Anarchiste.

En conséquence, nous lançons un appel à tous les camarades de la région pour qu'ils se joignent à nous dans notre action révolutionnaire.

Réunion du groupe : chaque mercredi, à 20 heures 30, au Balcon des îles, 49, quai Gallieni.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Le groupe anarchiste organise, le 26 décembre, une conférence antiréligieuse, avec le copain Doutreau. Disons tout de suite qu'elle n'a pas obtenu le succès escompté. Il faut en accuser les circonstances défavorables (mauvaises temps, fin de mois, fêtes, etc.), mais aussi et surtout la conspiration du silence et l'hostilité farouche des Jésuites rouges et noirs. En effet, on comprend la crainte que ces sales oiseaux évoquent à l'idée de s'expliquer publiquement sous leurs touchantes combinaisons et à entendre dévoiler les mensonges et les falsifications historiques de l'église de Rome et de celle de Moscou. Aussi, après le magistral exposé de Doutreau, démolissant la honteuse politique de la « main tendue », as un de ces lâches ne se présente pour défendre leurs sales combines. Profitez-en pour préciser que les dirigeants national-révolutionnaires avaient été invités par lettre. Ces dégoutteux et leurs dignes comparses les ratâches ne sont braves que pour s'en prendre à nos affiches et les déchirer.

La conférence Doutreau doit être le point de départ d'un vigoureux renforcement de l'anarchie.

Les libres penseurs de toutes tendances vont bientôt s'unir et engager la lutte contre la vermine religieuse et contre tous ses alliés, quels qu'ils soient. Oui, plus que jamais, « la religion est l'opium du peuple ! »

REUNIONS
ET CONFERENCES DE
LA SEMAINEParis-1^{er} SAMEDI 8

à 21 heures, 24, rue de l'Arbre-Sec

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Orel, Pato, Eustache

Vous pouvez encore payer
votre "Lib" 42 centimes

Contrairement à augmenter le prix de vente du LIBERTAIRE à partir de ce numéro, nous avons décidé de modifier au 1^{er} janvier les tarifs d'abonnements.

De nombreux camarades se sont bâties de renouveler leur abonnement en retard ou d'en souscrire de nouveaux. De telle sorte que nous avons reçu la semaine passée plus de cent fiches d'abonnements et réabonnements.

D'autre part, de nombreux camarades nous ont demandé de prolonger le délai d'abonnement à l'ancien tarif.

Jusqu'au 11 janvier vous ne paierez l'abonnement que 22 francs pour un an et 11 francs pour six mois. PROFITEZ-EN !

M. Guennec.

COURBEVOIE-LA GARENNE

Les fêtes de fin d'année sont passées maintenant et il s'agit de se remettre sérieusement au travail.

Il existe actuellement deux points sur lesquels nous devons immédiatement porter notre attention :

1^{er} La solidarité à l'Espagne. — Nous allons pour cela envisager s'il est possible de créer dans nos localités des sections de la S. I. A. avec le concours de tous les antifascistes de bonne volonté ;

2^{me} La propagande libertaire. — Il est un fait certain, c'est que sur ce terrain nous n'avons pas encore réalisé quel que ce soit et il est de plus en plus urgent d'agir et surtout d'agir maintenant.

Tous les camarades sont donc priés d'assister à la réunion du vendredi 7 car elle aura une importance exceptionnelle pour la vie et le développement de notre groupe. — Le secrétaire, A. Lagier.

FONTENAY-EN-PARIS

Avis important aux chômeurs

« Par suite des fêtes du nouvel an, le paiement des allocations aura lieu, à la perception, le lundi 3 janvier, de 8 h. 30 à 9 h. 30. »

Ceci se passe à Fontenay-en-Parisis, Louvres, Survilliers, Fosses; pas un chômeur ne se révolte, pas un chômeur ne cherchera à comprendre pourquoi on le paie le 3 janvier plutôt que le 31 décembre.

Je ne perdrai pas mon temps à faire comprendre aux chômeurs qu'il y a loin de ce qui a été fait à ce qui a été promis. Je me demande un peu à quoi bon répéter ces vérités premières. Beaucoup de ceux qui se laisseront prendre au piège de la « foire électorale » devraient avoir désormais compris. Quant à ceux qui s'entendent dans les espérances inconsidérées, ceux qui trouvent des excuses à de tels procédés, je les vois trop dépourvus d'esprit critique pour les croire sincèrement des hommes.

La meilleure façon de faire respecter notre droit à l'existence, c'est de redévenir nous-mêmes et de lutter sans relâche contre ces mairies, contre ces egoïstes qui n'ont pas attendu le paie le 3 janvier pour aller se gaver, pendant

je m'abonne au "libertaire"

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous
envoie le montant, soit francs,

à partir du

FRANCE

52 Nos ... 22 fr.

20 Nos ... 11 fr.

10 Nos ... 5 fr.

5 Nos ... 3 fr.

ETRANGER

52 Nos ... 30 fr.

20 Nos ... 15 fr.

10 Nos ... 8 fr.

5 Nos ... 4 fr.

NOM (2)

ADRESSE

VILLE

DEPARTEMENT

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Ecrire lisiblement.

Signature :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

A chacun ses étrennes.
Pour les capitalistes,
pour les propriétaires
les dividendes,
pour les travailleurs
la vie plus chère.

Le Libertaire syndicaliste

LE PATRONAT ATTAQUE...

Qu'attend la C. G. T. pour se dresser face à la C. G. P. F. ?

D'abord, faisons le point. L'attaque patronale et la résistance ouvrière, l'action gouvernementale et parlementaire ont tant obscurci l'horizon, que personne ne comprend plus grand chose à ce qui se passe. Essayons donc de comprendre.

La classe ouvrière se trouve devant une attaque concertée de la part du patronat. Le patronat sait où il veut aller. Pour atteindre ses buts, il ne recule devant rien, tous les moyens lui sont bons qui lui permettent de vaincre. Regardons les conflits en cours : Alimentation, transports routiers, Goodrich, inscrits maritimes de Rouen, etc. Une même ligne de conduite est observée. Le patronat ergote sur toutes les revendications demandées, refuse de discuter avec les délégués ouvriers, et se maintient très ferme sur un point : garder le droit de procéder à des sanctions contre ceux qui ont OSE faire grève.

Sa position est donc très nette, elle se résume en quelques mots : Le patronat n'entend faire que ce qui lui plaît.

Le gouvernement est, comme d'habitude, aux côtés du plus fort. En juin 36, les ouvriers étaient les maîtres (momentanément), le gouvernement de Front Populaire était avec eux.

Aujourd'hui, les ouvriers ayant (ou plutôt pas) perdu pas mal de leur dynamisme, le gouvernement du Front Populaire est avec M. Gignoux. M. Daladier prête ses soldats et ses camions, pour transporter les journaux de ceux qui, le six février, voulaient le jeter à la Seine, où, le sept, le traitaient de fusilier, M. Chautemps est redevenu l'amie de ceux qui voyaient en lui « l'exécuteur » du conseiller Prince. Quant à Caillaux (de sang), il y a longtemps qu'il a fait comprendre à la classe ouvrière, qu'elle avait eu

tort de lui « éviter » la Caponnière. Il y a beau temps que M. Caillaux n'entend plus « en se penchant sur les faubourgs, le grondement des tambours de Santerre ». Le grondement n'a pas disparu, mais M. Caillaux est devenu sourd.

Tout ça n'a, du reste, pas grande importance. Le gouvernement ne fait et ne fera qu'appliquer le : suivant que vous serez puissant ou misérable...

Mais, que fait la C. G. T. ? Quelle est sa réaction devant la prétention patronale, d'exiger des sanctions ? Il y avait là, un devoir de solidarité à remplir. La C. G. T. n'a rien fait, Le C. G. T. a laissé faire. Au lieu de profiter de l'occasion pour étendre la lutte à tous ceux qui avaient des revendications à faire aboutir, c'est-à-dire l'ensemble de la classe ouvrière, ses efforts se sont bornés à localiser les conflits. Au lieu de lutter en employant la force syndicale, la force infinie de cinq millions de prolétaires groupés dans une même organisation ; au lieu d'employer l'action directe, elle a temporisé. Son action s'est bornée à quelques demandes auprès des ministres, quelques conversations, protestations, accusations. On ne peut mieux que la comparer à celle du « Comité de non-intervention ». Palabres. Un point c'est tout.

Aux travailleurs qui voulaient l'échelle mobile, le gouvernement a envoyé la garde (mobile aussi) La C. G. T. n'a rien pu empêcher. Elle n'a même pas essayé de le faire. Ça lui aurait été, du reste, assez difficile, puisque pendant que se déroulaient tous ces mouvements, deux secrétaires confédéraux (Frachon et Racamond), et une masse imposante de secrétaires de syndicats et de Fédérations, étaient « en Arles », où, en ce

Noël anniversaire, devait parler à la multitude accourue de partout, le nouveau Messie : Fils de Dieu réincarné dans le Fils du Peuple.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puisque les responsables syndicaux et fédéraux qui sont en même temps députés, votaient pour le projet du gouvernement, c'est-à-dire contre les fonctionnaires et la C. G. T.

Qu'aurait pu faire la C. G. T. pour empêcher l'emploi des mobiles contre les ouvriers en grève, l'emploi des camions et des conducteurs militaires, puis